

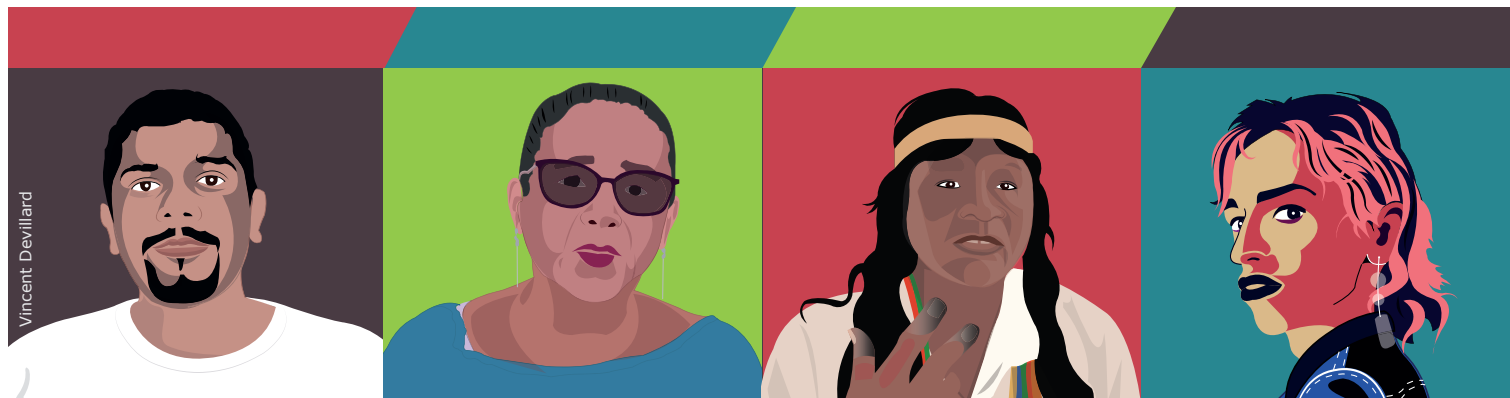


**BAROMÈTRE D'ALERTE
SUR LA SITUATION DES DROITS
HUMAINS AU BRÉSIL 2020**

LE BRÉSIL RÉSISTE. LUTTER N'EST PAS UN CRIME !



→ Introduction	3
« JUSTICE SOCIALE »	
→ Fiche 1 : Racisme et violences policières	5
→ Fiche 2 : Femmes	9
→ Fiche 3 : Personnes LGBTQI+	13
→ Fiche 4 : Travail	17
→ Fiche 5 : Sécurité alimentaire	20
« JUSTICE ENVIRONNEMENTALE »	
→ Fiche 6 : Accès à la terre	23
→ Fiche 7 : Peuples autochtones	26
→ Fiche 8 : Environnement	30
« ESPACES DE DÉMOCRATIE »	
→ Fiche 9 : Éducation	34
→ Fiche 10 : Violence politique	38
→ Fiche 11 : Liberté d'expression	41
→ QUE NOUS DIT CE BAROMÈTRE ?	44
→ Infographie	48



LE BRÉSIL RÉSISTE. LUTTER N'EST PAS UN CRIME !

INTRODUCTION

Mobilisée depuis bientôt deux ans, la Coalition Solidarité Brésil poursuit son travail de sensibilisation en France et en Europe, en publiant **la seconde édition du Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil**. Regroupant 18 organisations de solidarité internationale agissant pour la défense de la démocratie, des droits humains et de l'environnement, la Coalition Solidarité Brésil se donne pour mission de faire écho aux cris d'alarme des organisations et mouvements sociaux au Brésil. Loin de se taire, ceux-ci se font toujours plus pressants. Le Baromètre est un outil qui a été créé pour mesurer cette pression subie par la société civile.

L'année 2020 aura été marquée par la pandémie et ses conséquences dramatiques, au Brésil comme ailleurs. Au Brésil plus qu'ailleurs étant donné le contexte de crise multiforme préexistant à l'arrivée du virus. Celui-ci n'a fait qu'amplifier, exacerber, des inégalités et fragilités d'un système structurellement excluant. C'est ce que ce Baromètre nous montre.

C'est avant tout un Baromètre d'alerte, qui cherche à faire connaître des informations et des données trop souvent « invisibilisées ». Des organisations de la société civile brésilienne sur le terrain travaillent à récolter ces données, à les analyser, avec grande rigueur, en porte-à-faux vis-à-vis d'un gouvernement qui au contraire les déforme ou les tait.

Ce document est aussi un Baromètre qui parle des résistances, de ces acteurs sociaux qui au quotidien se mobilisent pour défendre la justice et les droits des populations. Des luttes concrètes qui se traduisent par des manifestations pacifiques, des combats juridiques ou législatifs, la création de collectifs ou de mouvements. Ce baromètre illustre la créativité et le dynamisme de la société civile qui ne baisse pas les bras face aux inégalités et aux violences structurelles.

Tout comme pour sa première édition, **la richesse de ce Baromètre réside d'une part dans son caractère généraliste** (même s'il ne se veut pas exhaustif, il aborde 11 thématiques clefs), et **d'autre part dans son lien aux acteurs de terrain**, qui récoltent et produisent des données sur les violations des droits humains au quotidien.

>

- > Publié en janvier 2021, mois qui marque le mi-mandat de la présidence de Bolsonaro, ce Baromètre peut faire office de bilan à mi-parcours des effets de la politique du gouvernement dans le domaine des droits humains. **Le constat est sans appel : les violences, violations et inégalités ne font qu'augmenter, ciblant en particulier les populations historiquement les plus exclues**, dont font partie les peuples autochtones et traditionnels, les communautés paysannes, les femmes, les populations noires, les personnes LGBTQI+, les habitant.e.s des périphéries...

La dernière semaine de janvier est aussi au Brésil dédiée à une mobilisation nationale contre le « travail esclave », en mémoire de la tuerie d'Unai (Minas Gerais) ; elle est également marquée par la commémoration de la catastrophe provoquée en 2019 par la rupture du barrage de déchets miniers à Brumadinho, de l'entreprise Vale. Deux ans après ce drame, justice n'est pas encore faite, nous rappelant **l'impunité qui entoure nombre des agissements des grandes entreprises multinationales**. Quelques exemples évoqués dans ce Baromètre viennent rappeler la nécessité de l'existence et de la mise en application de mesures contraignantes concernant la responsabilité de ces entreprises.

Enfin, ce Baromètre est publié dans le contexte des discussions autour de la ratification de l'Accord entre l'Union Européenne et le Mercosur. Étant donnée la situation actuelle décrite dans ce Baromètre, **la Coalition Solidarité Brésil craint que la signature d'un tel Accord ne fasse qu'entériner et aggraver les risques pesant sur l'environnement et les droits humains**. À la suite de nombreuses organisations latino-américaines et européennes, elle s'oppose à la ratification d'un tel accord.

Ce nouveau Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil constitue donc un outil de conscientisation et d'interpellation. Il invite à se mobiliser aux côtés de la société civile brésilienne et à entrer en « Brésistance » !

LE BRÉSIL RÉSISTE
LUTTER N'EST PAS UN CRIME !
NOUS, ORGANISATIONS DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE, SOMMES
SOLIDAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
BRÉSILIENNE.



01

Baromètre d'alerte

RACISME ET VIOLENCES POLICIÈRES

Les données disponibles montrent que chaque année les polices brésiliennes -militaires et civiles- tuent davantage¹. Avec 6 375 victimes des violences policières en 2019 (soit 3 % d'augmentation par rapport à 2018), le Brésil a atteint un nouveau record². Le taux de létalité policière, c'est-à-dire les "morts violentes" résultant d'une intervention

policière, varie beaucoup d'un État à l'autre (étant très élevé dans les États d'Amapá ou de Rio de Janeiro et bas dans le District Fédéral ou l'État de Minas Gerais). Les périodes de (semi)-confinement dues à la pandémie, n'ont pas atténué cette violence : **au premier semestre 2020, les chiffres indiquent une nouvelle augmentation de 6 % du nombre de personnes tuées par la police par rapport au premier semestre 2019**³.

1. « Au-delà du monopole de la violence légitime », Observatoire de la démocratie brésilienne, mars 2020.

2. Cette donnée est suivie depuis 2013 par le Forum Brésilien de Sécurité Publique. Les dernières données ont été publiées dans l'Annuaire Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020.

3. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique (Seul l'État de Goiás a refusé de publier ses données disponibles à ce sujet), octobre 2020. >

6 %

D'AUGMENTATION au premier semestre 2020 du nombre de personnes tuées par la police par rapport à 2019⁴.

> Le profil des victimes montre combien **les violences policières sont une manifestation majeure du racisme structurel contre les populations noires et « les périphéries »**. Les cas de João Pedro, Mizael ou Rogério⁵ sont emblématiques : les jeunes noirs des favelas sont particulièrement visés par cette violence. En moyenne, **79,1 % des personnes tuées en 2019 lors d'interventions policières sont noires**. De même, la police tue 2,8 fois plus de personnes noires que de personnes blanches⁶. Enfin, 65 % des policier.e.s assassiné.e.s sont noir.e.s (alors qu'ils et elles ne représentent que 44,9 % des effectifs)⁷.

Différentes clefs d'analyse permettent de comprendre l'ampleur et le caractère ciblé de ces violences policières. Des études, telle que celles de Maria Carolina de Camargo Schlittler ou Julliana Borges⁸, **montrent que le racisme structure les modes opératoires des polices** et que la pratique du filtrage au faciès vise essentiellement la jeunesse noire des périphéries.

Une autre clef d'analyse concerne l'impunité qui entoure ces violences. Selon Ariel de Castro Alves, avocat membre du Groupe « Plus Jamais de Torture », **moins de 10 % des crimes**

commis par la police aboutissent à une condamnation⁹, ce qui nourrit un sentiment d'impunité voire de validation de cette violence. Au cours de l'année 2020, le Juge du Tribunal Suprême Fédéral, Edson Fachin, a, entre autres mesures, ordonné que la police militaire de Rio préserve et photographie les scènes de crime avant d'emmener les corps à l'hôpital. Cette décision a été prise grâce au travail de pression et de plaidoyer des organisations locales et internationales de droits humains qui, en 2009 et 2016, avaient montré comment les policier.e.s modifiaient les scènes pour justifier la létalité de leurs opérations.

Les différentes corporations de la police – militaires et civiles – sont parmi les rares institutions qui n'ont pas fait l'objet de réforme après la fin de la dictature militaire. L'héritage d'un modèle de « sécurité publique » basé sur la répression continue d'être transmis, avec la doctrine de sécurité nationale et l'idéologie de la guerre (contre les drogues). Ces corporations n'ont jamais été aussi présentes au sein du gouvernement : un total de 6 157 militaires actifs et réservistes. **Sur les 22 ministres, 9 sont des militaires réservistes**, un ratio jamais atteint, même sous la dictature.

Pour Luiz Eduardo Soares, chercheur pionnier et ancien Secrétaire d'État à la Sécurité Publique au Brésil, le gouvernement en place est « un pouvoir fasciste militarisé qui a

4. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020.

5. João Pedro Mattos Pinto (14 ans), Mizael Fernandes da Silva (13 ans), Rogério Ferreira da Silva Junior (19 ans), ont tous les trois été tués au cours d'opérations policières en 2020.

6. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020.

7. *Ibid.*

8. « Tuer beaucoup, mal arrêter », Thèse de Schlittler, 2016 et « Incarcération en masse » - Juliana Borges, 2019.

9. « La violence policière augmente au fur et à mesure que l'État perd contrôle des policiers par Bolsonaro », sur le portail Democratize, 18 juin 2020 [consulté le 18.12.20].



engagé “la rupture” démocratique »¹⁰. Pour lui, les signaux en 2020 sont « alarmants, ostensibles et en constante augmentation. » Une crise en février 2020 est venue révéler un mouvement inquiétant au sein des corporations policières. Les policiers militaires dans l’État du Ceará sont entrés en mutinerie. Celle-ci a été inédite par sa forme violente et ses conséquences : des scènes de terreur dans les rues et un attentat contre la vie d’un sénateur intervenant contre la mutinerie. De l’avis de plusieurs observateurs et observatrices, comme la journaliste Eliane Brum, les jeunes officiers militaires se sentent

10. « L’Alliance avec le Centre n’a pas atténué le fascisme de Bolsonaro », article publié dans Carta Capital le 21 octobre 2020. [consulté le 18.12.20]

politiquement soutenus et fidèles au « capitaine Bolsonaro », déliés de leur devoir envers le commandement des gouverneurs des États fédérés. L’autoritarisme de Bolsonaro a nourri ainsi une « aile radicalisée » qui s’oppose avec véhémence à l’intégration de toute réflexion sur les droits humains au sein de la corporation.

Les mouvements sociaux et habitant.e.s des favelas protestent contre cette violence et militarisation des territoires. Organisés en collectifs, en réseaux et groupements, ils cherchent à protéger leurs vies et réclament une politique de sécurité publique au service des droits des populations et non dirigée contre elles. >

« Ce qu'ils appellent "balles perdues", moi j'appelle cela "impunité" »

Marcia de Oliveira Silva Jacintho (Mère de Mai dont le fils a été assassiné en périphérie de Rio de Janeiro)



Exemple de RÉSISTANCE

ADPF DES FAVELAS

Face à la brutalité policière et à l'augmentation démesurée du nombre de victimes des violences policières durant la pandémie à Rio de Janeiro, une action de dénonciation et de résistance s'est montée en 2020, l'ADPF 635 (Argumentation de Non-respect de Principe Fondamental), connue sous le nom « d'ADPF des Favelas ». Il s'agit d'une action construite collectivement avec le Tribunal Public de l'État de Rio de Janeiro, des organisations de la société civile, des collectifs et des mouvements sociaux liés aux favelas et les mères de victimes. L'action demande que les graves violations causées par la politique de sécurité publique de l'État de Rio de Janeiro contre la population noire et pauvre des périphéries et des favelas soient reconnues et punies. Le jugement de l'ADPF des Favelas par le Tribunal Suprême Fédéral (STF, en portugais) commence le 17 avril 2020, lorsque le rapporteur, le Ministre Edson Fachin vote en faveur de certaines mesures de protections réclamées. Début juin, il suspend temporairement les opérations policières dans les favelas pendant la durée de la crise sanitaire. Les effets de la mesure de protection sont spectaculaires : du 5 au 19 juin le nombre de morts liées aux opérations policières diminue de 75,5 %¹¹. Même si la suspension des actions policières durant la pandémie est une victoire, l'ADPF des Favelas a pour objectif d'aller plus loin, à travers **la construction d'une politique de sécurité publique qui garantit la vie dans les favelas et les périphéries**. Dans une note, les institutions et les mouvements articulés au sein de l'ADPF 635 affirment : « nous commémorons la décision du STF, qui a reconnu que les favelas font partie de la ville et que la politique de « l'abattoir » adoptée par le gouverneur Wilson Witzel viole les droits fondamentaux et est raciste. Nous resterons mobilisés pour contrôler et faire valoir le respect des déterminations. La lutte se poursuit ! »¹².

11. « Effets de la mesure de précaution de l'ADPF 635 sur les opérations policières dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro ». Rapport produit par le Groupe d'Études des Nouveaux Illégalismes de l'Université Fédérale Fluminense (GENI/UFF), en partenariat avec Fogo Cruzado, juin 2020.

12. « La Favela veut vivre », Gabrielle Araujo, Priscila Rodrigues, Revue *Periferias*, 2020.



LUTTER N'EST PAS UN CRIME !



02

Baromètre d'alerte

FEMMES

Légitimées par des discours et représentations sexistes diffusés par le gouvernement, les violences à l'égard des femmes augmentent. En 2019, trois femmes sur dix ont souffert d'un type de violence¹³, 1 326 féminicides ont été comptabilisés au Brésil (une augmentation de 7,1 % par rapport à 2018)¹⁴, et un viol a eu lieu toutes les huit minutes¹⁵. **Le racisme structure**

ces violences de genre : en 2019, 66,6 % des victimes des féminicides sont noires, et l'analyse d'une période plus longue allant de 2008 à 2018 montre que le taux d'homicide des femmes noires a augmenté de 12,4 %, alors qu'il a diminué de 11,7 % pour les femmes « non-noires »¹⁶.

La pandémie est venue aggraver cette situation. **Au premier semestre 2020, 648 féminicides ont ainsi été répertoriés, une augmentation de 1,9 % par rapport à la même période**

13. Etude « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique, 2019.

14. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*



1 VIOL

TOUTES LES 8 MINUTES en 2019¹⁷.

> **en 2019**¹⁸. Un chiffre qui sous-estime les données réelles, la pandémie rendant plus difficile l'accès aux canaux de dénonciation traditionnels. Le Forum Brésilien de Sécurité Publique constate de fait une baisse des plaintes pour violence domestique en 2020 par rapport à 2019, en grande partie en raison des contraintes imposées par les mesures de confinement en matière de déplacement, empêchant les victimes de se rendre à un commissariat. En revanche, une hausse du nombre d'appels du numéro 190, pour cas de violence domestique et sexuelle, a pu être observée ; de même, entre février et avril 2020, le Forum constate sur Twitter une augmentation de 431 % du nombre de récits de violences conjugales¹⁹.

Dans une période où les violences de genre et sexuelles sont en augmentation, l'accès aux services de santé pour les femmes est d'autant plus important. **Malgré les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Brésil s'est caractérisé par un manque de volonté politique pour maintenir des offres de prévention, soin et accompagnement des femmes en temps de pandémie.** Ont été ainsi négligés les traitements prénataux ou oncologiques, l'assistance en cas de violence sexuelle ou grossesse précoce, la promotion des méthodes contraceptives et de protection des maladies sexuellement transmissibles, etc.²⁰

17. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020.

18. *Ibid.*

19. Note technique « Violence domestique pendant la pandémie de la COVID-19 », Forum Brésilien de Sécurité Publique, avril 2020.

20. « A la défense des actions de santé sexuelle et reproductive en contexte de pandémie de la COVID-19 », Centre Brésilien d'Etudes de Santé (CEBES), article de juin 2020, [consulté le 18.12.20].

Autre effet de la pandémie : son impact sur les conditions de travail des femmes. On peut tout d'abord signaler la grande précarité des femmes employées domestiques. Selon les chiffres de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE) de 2019, le Brésil regroupe **plus de 6,3 millions d'employé.e.s domestiques, dont 93 % de femmes**, 66 % de personnes noires et 72,1 % ayant un statut informel²¹. L'absence d'un cadre de protection du travail adéquat a fait peser deux types de risques sur ces employées domestiques pendant la pandémie : perte d'emploi et de revenu sans indemnisation ou obligation de travailler dans des conditions sanitaires inadéquates. Bien que la Covid-19 soit arrivée au Brésil par l'intermédiaire de classes aisées venant de l'étranger, les deux premières victimes ont ainsi été des femmes, employées domestiques, contaminées sur leur lieu de travail. **D'autres travailleuses se sont également retrouvées dans une vulnérabilité accrue** : les femmes pêcheuses, les marchandes ambulantes, les femmes paysannes, les femmes incarcérées, les femmes porteuses du VIH, les femmes dans la prostitution, les femmes âgées, les femmes migrantes, etc. Leurs situations spécifiques se trouvent peu ou pas prises en compte par des politiques spécifiques adaptées.

Enfin, **l'augmentation de la charge de travail domestique a été commune à toutes les femmes durant la pandémie.** Selon une enquête de l'IBGE sur le travail domestique avant la pandémie, les femmes au Brésil dédiaient déjà chaque semaine le double de leur temps par rapport aux hommes au travail domestique ou de soin²². Cette inégale répartition des tâches

21. PNDAD – Continua 2019, de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques, données publiées en janvier 2020.

22. *Ibid.*



domestiques s'est aggravée durant la crise²³. De plus, une étude réalisée sur le travail et la vie des femmes durant la pandémie révèle que **50 % des femmes brésiliennes ont dû prendre en charge une personne de leur entourage pendant la pandémie**²⁴.

23. « Recherche Effets de la pandémie sur le marché du travail brésilien : inégalités, ingrédients du travail et rôle de la journée », Etude de la Fondation Getulio Vargas, septembre 2020.

24. « Sans s'arrêter. Le travail et la vie des femmes pendant la pandémie. » Etude de *Sempreviva Organização Feminista et Gênero e Número*, juillet 2020.

Face à cette situation de violences et de précarisation de leurs conditions de vie et de travail, **les mouvements de femmes s'organisent**, en mettant en place des réseaux de solidarité et de soutien psychologique, en développant des stratégies d'accompagnement et de dénonciation des violences subies et en menant un travail de revendication et de plaidoyer pour des politiques publiques adaptées.



« Personne ne nous fera taire »

Manifestation Justice pour Mariana Ferrer



Exemple de RÉSISTANCE

VAGUE DE COLÈRE FACE À LA VIOLENCE MACHISTE

#JustiçaporMariFerrer est un mouvement né en septembre 2020 suite au viol et à la violence machiste subie par Mariana Ferrer, jeune blogueuse de 23 ans. Lors du procès, l'avocat de l'agresseur présumé utilise des photos personnelles de Mariana prises avant les faits, pour rabaisser, agresser et humilier la jeune femme en pleine audience et induire qu'elle était consentante. Ceci sans que le juge intervienne ou dénonce le comportement de l'avocat envers la victime. Un des mythes de la culture du viol est justement d'attribuer la responsabilité des faits à la victime en se basant par exemple sur les habits qu'elle porte ou les lieux qu'elle fréquente. Le traitement infligé à Mariana Ferrer et l'acquittement de l'accusé déclenchent une vague de colère : **des manifestations spontanées ont lieu dans une dizaine de villes du pays, et la pétition "Justiça por Mariana Ferrer" (« Justice pour Mariana Ferrer ») obtient plus de 4 millions de signatures²⁵**. Suite à cette affaire, des commissions parlementaires sont saisies, et des député.e.s se penchent sur un projet de loi, notamment pour obliger le juge à garantir l'intégrité de la victime et faire en sorte que la violence institutionnelle soit reconnue comme crime²⁶.

25. Pétition « Justice pour Mariana Ferrer » sur <https://www.change.org>

26. « La Bancada feminina et la Chambre réclament une punition pour les abuseurs de Mari Ferrer », article de *Eu, Rio !* du 9 novembre 2020 [consulté le 18.12.2020].



LUTTER N'EST PAS UN CRIME !



03

Baromètre d'alerte

PERSONNES LGBTQI+

Selon le rapport annuel du *Groupe Gay de Bahia* publié en 2020²⁷, 329 personnes LGBTQI+ ont été victimes d'une mort violente au Brésil en 2019 (assassinats ou suicides) : cela signifie **une morte violente toutes les 26 heures**. Ces chiffres garantissent au pays le triste titre de champion du monde des crimes contre les minorités sexuelles : **plus de la moitié des personnes LGBTQI+ tuées dans le monde vivent au Brésil**.

Quoique le rapport du *Groupe Gay de Bahia* montre un scénario déjà très alarmant, les

27. « Morts violentes de LGBT+ au Brésil – 2019, Rapport du *Groupe Gay de Bahia* », publié en avril 2020.

chiffres pourraient être encore plus élevés. **Les données sur la violence contre les personnes LGBTQI+ présentent un immense déficit en termes de collecte et de diffusion** par les institutions étatiques responsables de la sécurité publique. Ainsi, sur les 297 homicides LGBTQI+ recensés par le *Groupe Gay de Bahia*, seuls 84 ont été relevés par les statistiques officielles.

Comme observé par rapport aux autres formes de violence, **la prise en considération des différents stigmates sociaux montre que la superposition de ceux-ci dans un pays inégalitaire comme le Brésil peut avoir des résultats tragiques**. Ceci est notamment >

47 %

D'AUGMENTATION des assassinats de personnes trans dans les 10 premiers mois de 2020, par rapport à la même période en 2019²⁸.

> perceptible lorsque l'on se penche sur la population LGBTQI+ noire. Selon le rapport du *Groupe Gay de Bahia*, 38 % des victimes mortelles en 2019 étaient métisses et noires, tandis que 36 % se définissaient blanches.

Bien que la majorité des meurtres concernent des personnes homosexuelles (63 % des victimes, dont 10 % lesbiennes et 53 % gays), les personnes "transsexuelles et travesties"²⁹ occupent une forte proportion dans ces statistiques meurtrières. 124 personnes transsexuelles ont été assassinées en 2019, ce qui représente plus d'un tiers du nombre total de victimes recensées. Les données présentées par l'Association nationale des travestis et transsexuels (ANTRA)³⁰ montrent également que **le Brésil est l'un des pays qui tue le plus de personnes "trans et travesties" dans le monde**. Cette situation de vulnérabilité semble s'aggraver. Dans les dix premiers mois de 2020, le Brésil a dépassé la barre de 151 assassinats de personnes "trans et travesties". On décompte donc une augmentation de **47 % des assassinats de personnes trans de janvier à octobre 2020** par rapport à la même période en 2019³¹.

L'État continue d'ignorer ces chiffres et n'a mis en place aucune mesure de protection pour les personnes LGBTQI+, même après

la décision du Tribunal Suprême Fédéral en juin 2019 de reconnaître la LGBTphobie comme un crime au même titre que le racisme.

Outre le poids de la stigmatisation et des violences déjà subies par les personnes LGBTQI+, elles doivent affronter les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19. Selon une étude menée par le collectif *#VoteLGBT*³², **l'isolement social a généré des répercussions encore plus aiguës chez les personnes LGBTQI+, notamment en termes de santé et d'accès au marché du travail**. Parmi les personnes interrogées, 43 % ont ainsi déclaré que l'impact le plus important de la pandémie était l'augmentation des problèmes de santé mentale. En ce qui concerne l'accès au marché du travail, le taux de chômage des personnes LGBTQI+ a atteint 22 %, soit presque le double de celui enregistré pour le reste de la population.

Dans un pays où la violence semble structurer les rapports sociaux, ces attaques se traduisent également dans des formes de violence politique, notamment depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro à la présidence du pays. L'enquête « Violence contre les LGBT+ dans le contexte électoral et post-électoral »³³, réalisée par le collectif *Gênero e Número*, montre ainsi que 51 % des personnes interrogées ont subi au moins une agression depuis les élections de 2018. Les femmes lesbiennes sont les plus nombreuses à avoir subi des violences (57 %), suivies par les

28. Bulletin n° 5/2020 de l'Association nationale des travestis et transsexuels (ANTRA).

29. Selon la catégorisation statistique au Brésil. Nous utilisons dans ce baromètre la traduction littérale des termes utilisés par les organisations brésiliennes.

30. « Dossier assassinats et violence contre les travestis et transsexuels brésiliens en 2019 », publié par l'Association nationale des travestis et transsexuels (ANTRA) en 2020.

31. Bulletin n° 5/2020 de l'Association nationale des travestis et transsexuels (ANTRA).

32. « Diagnostic LGBT+ durant la pandémie », étude du collectif *#VoteLGBT* publiée en juin 2020.

33. « Violence contre les LGBTs+ dans le contexte électoral et post-électoral », collectif *Gênero e Número*, étude publiée en 2020.



personnes transsexuelles et travesties (56 %), gays (49 %) et bisexuelles (44,5 %).

Face à ce contexte, la société civile brésilienne résiste et s'organise : selon le mouvement *#VoteLGBT*, 502 personnes LGBTQI+ ont été candidates aux élections municipales de novembre 2020 et 90 personnes ont été élues³⁴.

Un nombre record de candidatures et

34. Données du mouvement *#VoteLGBT* de décembre 2020, disponibles sur leur site.

d'élue.s trans a été par ailleurs atteint selon l'Association Nationale des Personnes Trans et Travesties (ANTRA) : 294 candidatures dans tout le Brésil, dont 30 personnes au sein de candidatures collectives³⁵. Sur ces candidatures, au moins 30 personnes trans et travesties ont été élue.s contre 8 en 2016³⁶.

35. Voir encadré de la fiche « Violence Politique ».

36. Données de l'Association Nationale des personnes Trans et travesties (ANTRA), disponibles sur leur site, novembre 2020. >

« *Le gouvernement actuel a légitimé la chasse et l'exécution de personnes qui ne font pas partie du spectre de la famille brésilienne traditionnelle. La LGBTIphobie sort du placard.* »

Marins, coordinateur général de l'Association Paranaense de la Parade de la Diversité (Appad)



Exemple de RÉSISTANCE

LA MAISON DE LA DIVERSITÉ

La Maison de la Diversité (*Casa da Diversidade*), un projet lancé par l'association *Conexão G*, dans le quartier Maré à Rio de Janeiro, cherche à créer un lieu de passage ou de refuge temporaire pour la population LGBTQI+, en offrant un espace de sécurité et de référence pour celles et ceux qui transitent ou vivent dans les territoires des favelas. Les objectifs de la *Casa da Diversidade da Maré* se concentrent sur la **promotion de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'employabilité des personnes LGBTQI+ des favelas.**

En outre, le projet cherche à promouvoir l'autonomie et l'inclusion numérique de ces personnes, en particulier celles qui sont travesties et transsexuelles ; il développe des actions visant à combattre les préjugés, à promouvoir l'accès à la justice et à la santé. Il cherche aussi à repenser le débat sur la sécurité publique et à produire et diffuser des contenus sur les plateformes numériques les plus diverses.



04

Baromètre d'alerte

TRAVAIL

La loi 13.467 sur la réforme du Code du travail, entrée en vigueur en novembre 2017 sous le gouvernement Temer, a modifié plus de 100 articles et près de 400 dispositions légales qui réglementent les relations de travail au Brésil. **Cette réforme a signifié une perte de droits pour les travailleurs et travailleuses.** Cette nouvelle législation retire la responsabilité des entreprises et de l'État de la protection des employé.e.s, rend difficile l'accès à la justice du travail et réduit le pouvoir des syndicats. Par ailleurs, elle intensifie et étend la sous-traitance et d'autres formes de travail précaire (partiel, temporaire, etc.) à de nombreux secteurs, réduisant les

contrats à durée indéterminée. L'explosion du travail informel (qui touche plus de 40 % de la population active en 2019³⁷) et la diminution du salaire moyen depuis 2017, témoignent de l'impact négatif de cette réforme³⁸.

La pandémie de la Covid-19 est venue aggraver ce cadre déjà très défavorable pour les travailleurs et travailleuses. **Elle a provoqué tout d'abord des pertes d'emploi** : fin septembre 2020, le Brésil affiche un taux de chômage officiel

37. Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE), données de 2019 publiées en 2020.

38. Rapport Annuel des Informations Sociales (RAIS), Ministère de l'économie, octobre 2020.



40 %

de la population brésilienne active travaille dans le SECTEUR INFORMEL en 2019³⁹.

> de 14,4 %. Le taux de chômage a augmenté de 33 % entre mai et septembre 2020⁴⁰. Les analyses révèlent que ce sont les personnes aux revenus les plus précaires, les jeunes, les femmes et les personnes noires, qui ont été les plus affectées par ces pertes d'emploi⁴¹. **Tout le monde n'a pas souffert des mêmes pertes de revenu** : entre le dernier trimestre 2019 et le second trimestre 2020, le revenu moyen a baissé de 20,1 % ; il a baissé de 27,9 % pour les 50 % les plus pauvres et de 17,5 % pour les 10 % les plus riches⁴². **Les inégalités de revenu augmentent par conséquent** : l'indice de Gini a augmenté de 2,82 % entre le premier et le second trimestre 2020, passant de 0,8019 à 0,8245, une augmentation considérable sur un laps de temps si court⁴³. **Ce sont enfin les conditions de travail qui se détériorent pour ceux et celles qui ont maintenu une activité** : les journées s'allongent, le travail s'intensifie, les normes de santé et

sécurité sont peu respectées, les accidents et maladies diverses se multiplient. Issu.e.s du processus « d'uberisation » de l'économie, les livr.eur.euse.s lié.e.s à des applications informatiques souffrent particulièrement de cette précarisation des conditions de travail. En 2019, ils et elles représentaient 5,5 millions de personnes⁴⁴, un chiffre en nette augmentation avec la pandémie. Au cours de journées de grève nationale en 2020, ils et elles dénoncent le traitement inhumain subi au quotidien.

De façon plus générale, la société civile brésilienne résiste et s'organise face à l'impact de la pandémie. Sous sa pression, le gouvernement fédéral a mis en place une aide d'urgence mensuelle de 600 réaux (environ 107 euros) destinée aux personnes travaillant dans le secteur informel. Plus de 100 millions de Brésilien.ne.s ont fait appel à cette aide et environ **66 millions de personnes ont pu en bénéficier depuis avril 2020**⁴⁵. Elle a été essentielle pour éviter qu'une partie de la population tombe dans une précarité extrême. Cette aide a ensuite été prolongée pour une partie de la population, mais réduite à 300 réaux mensuels.

S'appuyant sur cette expérience et celle de plusieurs programmes sociaux, **le débat autour d'un revenu universel ou citoyen** a été relancé par de nombreux mouvements sociaux. L'idée défendue est celle d'un revenu universel, non comme une aide d'urgence ou comme un bénéfice conditionné ou temporaire, mais comme un droit inconditionnel qui compléterait le système de protection sociale.

39. Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE), données de 2019 publiées en 2020.

40. Recherche nationale continue par échantillon de domiciles (PNAD) - COVID-19, de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques, données de novembre 2020.

41. Bulletin n°16 du Département Intersyndical de Statistiques et Etudes Socioéconomique (DIEESE), octobre 2020.

42. *Ibid.*

43. « Effets de la pandémie sur le marché du travail brésilien : Inégalités, ingrédients du travail et rôle de la journée », septembre 2020, Centre de Politiques Sociales de la Fondation Getulio Vargas.

44. Données révélées par une étude de l'Institut Locomotiva, avril 2019.

45. Selon le Ministère de la Citoyenneté, article publié le 21 Août 2020 sur son site web [consulté en ligne le 18.12.20].

« *Le chômage, la faim, le paiement du loyer et le coût de l'énergie font autant peur que la Covid-19.* »



Exemple de RÉSISTANCE

UN LABORATOIRE D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

L'organisation Banco Palmas a accompagné la municipalité de Maricá, de 161 000 habitant.e.s, dans la mise en place du « mumbuca », une monnaie sociale locale associée à une forme de revenu universel. Lancé en 2013, le programme de Revenu de Base des Citoyens (RBC), distribué en mumbuca et non convertible en réaux, a touché 42 000 personnes issues des familles les plus vulnérables en 2019. Un programme destiné, à terme, à s'étendre à tous les habitant.e.s de la ville, avec l'objectif de **récréer un cercle d'économie vertueux à l'échelle de la commune**. Cette injection de ressources semble constituer une réussite, comme l'illustre le fait que les commerces de la ville ont continué à fonctionner pendant la pandémie, alors que cette dernière a provoqué la fermeture de plus de 700 000 entreprises dans le pays, selon l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE).

Poussées par l'urgence de la pandémie et les demandes de la société civile, **une quinzaine d'autres municipalités cherchent aujourd'hui à mettre en place un système similaire de monnaie locale associé à un revenu de base**. Le Réseau brésilien sur le revenu universel milite par ailleurs pour la mise en place d'un revenu universel à l'échelle nationale.



05 Baromètre d'alerte

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Selon les données de l'Enquête des Budgets Familiaux diffusées en 2020 par l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE), la faim touchait 10,3 millions de personnes en 2018 (5 % de la population), 7,7 millions en milieu urbain et 2,6 millions en milieu rural⁴⁶. En seulement 4 ans, le Brésil est donc retourné sur la carte de la faim, atteignant son pire niveau de sécurité alimentaire depuis 2004. Cette faim n'est pas démocratique : 74 % des personnes de référence des foyers en état d'insécurité

alimentaire grave sont des personnes noires et 52 % sont des femmes. L'alimentation est l'un des principaux indicateurs de l'abîme qui existe entre riches et pauvres : tandis que les familles les plus pauvres dépensent en moyenne 26 % de leur budget en achats de nourriture, les plus riches dépensent en moyenne 5 % de leur budget, pour des valeurs nettes presque six fois supérieures, et un régime alimentaire beaucoup plus diversifié⁴⁷.

Ce retour de la faim dans le pays est dû à un ensemble de choix politiques. Les années 2000

⁴⁶ Résultats de l'Enquête des Budgets Familiaux (POF dans son sigle en portugais) diffusée en 2020 par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE) sur la période 2017-2018.

⁴⁷ Walter Belik, Rapport « inégalités dans l'assiette : un portrait des contradictions du système alimentaire brésilien », 2020.

15 millions

de personnes souffrent de la FAIM en 2020 (6,6 % de la population)⁴⁸.

avaient signifié au Brésil de fortes avancées dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, grâce à diverses politiques d'appui à l'agriculture familiale et à des programmes sociaux de transfert de revenus (comme la Bolsa Familia). En 2010, l'amendement constitutionnel n° 64 était approuvé, incluant l'alimentation comme un droit social qui doit être garanti par l'État. Toutes ces mesures avaient contribué à ce que **le Brésil sorte pour la première fois en 2014 de la carte de la faim des Nations Unies.**

A partir de 2016, le gouvernement de Temer puis celui de Bolsonaro remettent en cause l'ensemble de politiques publiques qui avait entraîné le recul de la faim dans le pays. Des programmes comme le Programme d'Acquisition des Aliments, le Programme National d'Alimentation Scolaire ou encore le Programme Un Million de Citernes, voient leur budget diminuer drastiquement. Le Conseil National de Sécurité Alimentaire (CONSEA), qui avait fortement contribué à la construction de ces politiques publiques, est supprimé en janvier 2019. **Un agenda néolibéral et conservateur est mis en place, ignorant l'agriculture familiale qui nourrit le pays, et faisant la part belle à l'agrobusiness.** Ce modèle agricole se révèle pourtant incapable de rémunérer correctement les petits producteurs et productrices et génère une forte dépendance vis-à-vis des exportations. Par ailleurs, son impact social et environnemental est préoccupant : augmentation du travail informel ou précaire ; perte de la diversité des économies régionales ; augmentation des conflits sociaux autour de l'accès à la terre ; utilisation massive de pesticides et de variétés OGM qui entraînent une destruction des écosystèmes, une déforestation et de fortes

émissions de gaz à effet de serre etc. Enfin ce modèle agricole est loin d'assurer la souveraineté alimentaire : dans son Rapport 2020, sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, **la FAO estime que 43,1 millions de Brésilien.ne.s (20,6 % de la population) étaient en état d'insécurité alimentaire grave ou modérée en 2019**, c'est à dire n'avaient pas un accès physique et économique à des aliments sains et nutritifs tout au long de l'année⁴⁹.

La crise provoquée par la pandémie est venue approfondir et exacerber les inégalités sociales et la situation d'insécurité alimentaire dans laquelle se trouve plongé le pays. **Le premier effet concerne la qualité de l'alimentation en général** : la population consomme moins de produits sains et plus d'aliments transformés. Le second effet concerne la réduction de la quantité d'aliments auxquels les couches les plus pauvres ont accès. **Selon certaines projections, près de 15 millions de personnes souffraient de la faim fin 2020, soit 6,6 % de la population brésilienne⁵⁰.** Non pas parce qu'il

48. Note technique de l'ONG ActionAid « Cinq facteurs qui approfondissent la faim dans le pays », octobre 2020.

49. « Etat de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde 2020 » (SOFI), FAO 2020.

50. Note technique de l'ONG ActionAid « Cinq facteurs qui approfondissent la faim dans le pays », octobre 2020.

« L'agroécologie est une proposition extrêmement actuelle, urgente et nécessaire. »

Maria-Emilia Pacheco, FASE,
ex-présidente du Conseil National de
Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. >

- > n'y a pas assez d'aliments disponibles, mais parce que ces personnes n'ont plus assez de pouvoir d'achat pour se nourrir.

Face à cette situation, les organisations de la société civile maintiennent leur mobilisation. Elles savent faire preuve de créativité pour pallier les besoins des couches les plus vulnérables, multipliant les dons d'aliments et les soupes populaires, constituant bien souvent le seul recours face à la mauvaise gestion ou l'absence de l'État. **Les organisations et mouvements sociaux réclament par ailleurs des politiques publiques co-construites, qui traitent de façon indissociable les questions environnementales, agraires et alimentaires.** Elles revendiquent des politiques de long-terme et non d'urgence qui permettent de garantir le droit à une alimentation saine pour toutes et tous. Les organisations paysannes proposent **l'agroécologie paysanne comme un modèle résilient**, basé sur une production diversifiée et des circuits courts de commercialisation.



Exemple de RÉSISTANCE

PLAIDOYER POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE

Une formidable mobilisation pour le vote d'une loi d'appui d'urgence à l'agriculture familiale a été organisée par des centaines de mouvements populaires, organisations sociales et syndicaux ruraux, tels que l'Articulation Nationale d'Agroécologie (ANA), l'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB), la Commission Pastorale de la Terre (CPT), le Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), le Mouvement des personnes Atteintes par les Barrages (MAB), le Mouvement des Sans Terre (MST), etc. Cette Loi, nommée "Assis Carvalho", a été conçue pour **réduire les effets de la pandémie sur le secteur de l'agriculture familiale et paysanne**, garantir à une majorité de Brésiliens des aliments sains et contribuer à la récupération économique des municipalités dont le développement dépend en grande partie de l'agriculture familiale. L'engagement de la société civile a permis la co-construction et l'approbation de cette loi par le Congrès National en 2020. Le président Bolsonaro a cependant opposé son veto à 14 des 17 articles de cette loi, semblant délibérément faire le choix de la faim et de la misère et en opposition au droit à l'alimentation de la population.



06

Baromètre d'alerte

ACCÈS À LA TERRE

Le gouvernement Bolsonaro mène une politique agricole centrée sur l'agro-business, qui prédispose aux conflits pour la terre et attente à la vie de ceux et celles qui la protègent.

Une des premières mesures de Bolsonaro a été de paralyser la Réforme Agraire, qui consiste pour l'État à réattribuer des terres improductives ou cultivées dans l'illégalité à des familles qui souhaitent vivre de la terre⁵¹. En 2019, il n'y a eu aucune attribu-

51. « Bolsonaro demande à l'INCRA de paralyser les processus de réforme agraire », Canal Rural, janvier 2019, [consulté le 18.12.20].

tion de terres aux familles sans terre par ce mécanisme d'expropriation de propriétés qui n'accomplissent pas leur fonction sociale, prévu par la Constitution ; seulement deux territoires *quilombolas*⁵² ont été reconnus⁵³. En 2020, toutes les institutions chargées de la réforme agraire sont dirigées par

52. Communautés descendantes des marron.ne.s présentes dans différentes parties du pays et luttant pour la reconnaissance de leurs territoires traditionnels et propres modes de vie. Ce mot est aussi à l'origine du néologisme « aquilomber » désignant une nouvelle façon de faire de la politique à travers des mandats collectifs portés par des projets antiracistes.

53. « La question agraire la première année du gouvernement Bolsonaro », article du Noyau d'Etudes, Recherches et Projets de Réforme Agraire (NERA) publié dans le Bulletin Dataluta, janvier 2020. >

1 880 %

d'AUGMENTATION des « invasions » de territoires des communautés paysannes, traditionnelles, quilombolas et peuples autochtones en 2020 par rapport à 2019⁵⁴.

> des acteurs politiques opposés au partage des terres⁵⁵. Ces mêmes acteurs jugent la pandémie comme un temps d'opportunité pour favoriser l'accaparement de terre par l'agrobusiness. Le projet de loi 2.633/2020, qui traite de la régularisation foncière, a ainsi été clairement jugé par les organisations et mouvements sociaux comme une tentative de légalisation des accaparements illégaux de terre, susceptible d'accroître la déforestation et les conflits en milieu rural⁵⁶.

Légitimées par le discours et les mesures du gouvernement, les violences se multiplient en milieu rural et atteignent de nouveaux pics, sur une série de 5 ans. La Commission Pastorale de la Terre (CPT) a enregistré 1 833 conflits en 2019. C'est 23 % de plus par rapport à 2018. Parmi eux, on compte 1 254 conflits fonciers, dont 1 206 concernent une forme de violence

provoquée par de prétendus propriétaires ou/et accapareurs de terres. Ce chiffre est inégalé depuis 1985. L'« Amazonie légale »⁵⁷ est une zone particulièrement visée, concentrant 60 % des conflits pour la terre et 84,4 % des assassinats liés à la lutte pour la terre⁵⁸. Face à cette violence, les communautés locales sur les territoires résistent et manifestent : entre 2018 et 2019, les manifestations autour du droit à la terre (actions collectives de protestation ou de revendication) ont augmenté de 142 %, le chiffre le plus élevé jamais enregistré par la CPT⁵⁹.

En période de pandémie, les conflits fonciers, loin de connaître une trêve, s'approfondissent. Selon les données partielles de la CPT publiées en décembre, **178 « invasions » de territoires ont été comptabilisées en 2020, soit une augmentation de 1 880 % par rapport à 2019**, touchant 55 821 familles, soit une augmentation de 40 % par rapport à 2019. Près de 80 % de ces invasions concernent des familles indigènes, quilombolas ou traditionnelles⁶⁰. De tristes épisodes témoignent des pressions et menaces subies au quotidien par ceux et celles qui cherchent à défendre leurs terres : la tentative d'expulsion de 450 familles du campement Quilombo Campo

54. Données préliminaires publiées par la Commission Pastorale de la Terre en décembre 2020.

55. « Le Démantèlement des politiques rurales et environnementales au Brésil » E. Sabourin *et al.*, dans Cahiers d'Agriculture 2020, novembre 2020.

56. « Projet de Loi d'accaparement représente une menace pour la sociobiodiversité », article CIMI, 3 juin 2020. [consulté le 18.12.20].

57. Elle comprend les États correspondant à la région Nord (Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Rondônia et Roraima), et les États du Mato Grosso au nord du 16° parallèle, du Goiás au nord du 13° parallèle et du Maranhão à l'ouest du 44° méridien. Ce territoire couvre 500 millions d'hectares, dont 330 millions sont forestiers.

58. Rapport « Conflits en milieu rural Brésil 2019 », publié en avril 2020 par la Commission Pastorale de la Terre.

59. *Ibid.*

60. Données préliminaires publiées par la Commission Pastorale de la Terre en décembre 2020.

« La réforme agraire, c'est pour produire des aliments pour le peuple brésilien. »

João Pedro Stedile, économiste et membre de la direction nationale du MST

Grande de Minas Gerais en août 2020 ; l'assassinat de paysan.n.e.s tel que celui d'Enio Pasqualin, dirigeant du MST du Paraná, le 24 octobre 2020 ; l'assassinat de plusieurs leaders autochtones au cours de l'année 2020.

Face à des persécutions et à la criminalisation de leurs luttes, les mouvements sociaux résistent pourtant. C'est notamment le cas du Mouvement des Sans Terre (MST) et du Mouvement des Sans-Toit (MTST), qui offrent une réponse concrète à l'extrême précarité économique rencontrée par une partie croissante de la population, en leur ouvrant des perspectives d'accès à des lieux où vivre et produire des aliments. Ils se sont illustrés durant la pandémie par leurs actions de distribution d'aliments sains dans les quartiers populaires, montrant la force et l'importance de l'agriculture paysanne.



Exemple de RÉSISTANCE

RÉSISTANCE PACIFIQUE DES FAMILLES SANS-TERRE

Le cas du Campement Quilombo Campo Grande (dans l'État de Minas Gerais) est emblématique de la terreur qui règne en milieu rural. En août 2020, en pleine pandémie, à la demande de l'ancien propriétaire et sur décision d'un juge local, la police intervient pour exproprier 450 familles sans-terre (plus de 2 000 personnes). Les paysan.n.e.s de Quilombo Campo Grande s'organisent alors pour résister pacifiquement, en se positionnant en masse à l'entrée, adultes et enfants, dans un face à face tendu avec la police durant 3 jours et 3 nuits. Au même moment, sont déposés des recours contre la décision d'expulsion et une campagne régionale, nationale et internationale de pression auprès des autorités judiciaires et politiques est organisée pour faire cesser l'expulsion et dénoncer les nombreuses irrégularités qui accompagnent la procédure. La Police Militaire oblige finalement l'évacuation d'une partie du terrain du campement, les maisons de 14 familles sont détruites, ainsi qu'une école et des plantations.

Depuis plus de 20 ans ces familles paysannes cultivent de façon agroécologique du café, maïs, fruits et légumes sur ces terres. Elles restent encore sous la menace d'expulsions plus violentes ou de destruction de leurs moyens de production agricole.



07

Baromètre d'alerte

PEUPLES AUTOCHTONES

Plus de 314 peuples autochtones⁶¹, parlant 274 langues différentes, paient le prix fort de la violence du gouvernement Bolsonaro. Le président de la République multiplie les déclarations anti-autochtones et nomme des représentant.e.s de secteurs contraires aux droits autochtones, précisément pour les postes chargés de garantir ces droits ; son gouvernement s'est engagé dans un **démantèlement des politiques publiques**

et dans la destruction des droits des peuples autochtones garantis dans la Constitution. Cette posture est un terrain fertile pour les invasions de terres autochtones, les assassinats de dirigeant.e.s et d'autres violations graves.

Le rapport annuel du Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), publié le 30 septembre 2020, fait ainsi état d'une progression alarmante et généralisée de la violence à l'encontre des peuples autochtones en 2019. Ce sont 256 cas « d'invasions de propriété, d'exploitation illégale des ressources et de dommages au patrimoine » enregistrés

61. L'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB) reconnaît 314 peuples sur le territoire brésilien ainsi que plusieurs peuples en situation de migration (liée entre autres à la crise migratoire vénézuélienne).

135 %

d'AUGMENTATION des cas d'invasions de territoires autochtones en 2019 par rapport à 2018⁶².

en 2019, impactant plus de 150 Terres Indigènes (TI). Cela concerne près de 143 peuples dans 23 États différents. Très inquiétants, ces chiffres traduisent **une augmentation de 135 % des cas d'invasions des territoires par rapport à ceux enregistrés en 2018**. Toujours d'après le CIMI, **le nombre de cas enregistrés de violences à la personne en 2019 est plus de 2 fois supérieur au total enregistré en 2018⁶³**. Comme l'affirme l'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB) : « Ce ne sont pas des chiffres, ce sont des vies »⁶⁴.

Les données correspondant au démantèlement des TI sont tout aussi effrayantes : **les processus de démarcation de 63 % des TI sont suspendus**, tandis que le réexamen de 27 processus de démarcation a été lancé. D'autre part, des encouragements à envahir des territoires déjà démarqués, y compris où vivent des peuples autochtones en isolement volontaire, sont donnés de façon claire ou implicite. C'est notamment ce qu'illustre l'appel à l'aide des peuples autochtones de la Vallée do Javari, craignant une forte propagation du virus provoquée par les envahisseurs illégaux⁶⁵.

Autre source d'inquiétude : les discussions au niveau du Tribunal Suprême Fédéral (STF) au sujet de l'avenir de la démarcation

des terres autochtones. Plusieurs fois ajourné au cours de l'année 2020⁶⁶, le procès porte entre autres sur l'analyse de deux thèses juridiques s'affrontant : la théorie de l'indigénat, défendue par les peuples autochtones, et celle du « cadre temporel », défendue par les secteurs de l'agro-industrie et de l'exploitation minière⁶⁷. Dans l'attente de cette décision, de nombreuses mobilisations ont lieu pour s'opposer au « cadre temporel » selon lequel les peuples autochtones n'ont droit qu'aux terres qu'ils occupaient le 5 octobre 1988, date de promulgation de la Constitution fédérale.

Le peu d'attention du gouvernement concernant les droits autochtones se manifeste également dans ses choix budgétaires. En 2020, le budget de la Funai (Fondation Nationale de l'Indien, l'organisme gouvernemental qui élabore et applique les politiques relatives aux peuples autochtones) représente 0,02 % du

66. « Au Brésil, la Cour Suprême ajourne le procès qui pourrait définir l'avenir des terres autochtones », article publié par l'APIB et traduit par l'Observatoire de la démocratie brésilienne, octobre 2020.

67. « La Cour Suprême du Brésil va décider du sort des terres autochtones », article publié par l'APIB et traduit par l'Observatoire de la démocratie brésilienne, octobre 2020. [consulté le 18.12.20].

« Les peuples autochtones affrontent un des moments historiques les plus difficiles depuis l'invasion coloniale. »

CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire) >

62. Rapport « Violence contre les peuples indigènes du Brésil – Données de 2019 », septembre 2020.

63. *Ibid.*

64. L'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB) <https://apiboficial.org/>

65. « Urgence sanitaire dans la Vale de Javari et situation des peuples de contact récent face à la Covid-19 » Observatoire des droits humains des peuples autochtones isolés et de récent contact, juin 2020.



- > budget fédéral, 33 fois moins que les subventions accordées à Petrobras et aux compagnies pétrolières étrangères⁶⁸.

Les effets de l'omission et des négligences du gouvernement concernant la garantie et l'application des droits des autochtones, se voient aggravés dans le contexte sanitaire de 2020. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) avait orienté les différents États membres à faire le nécessaire afin que les peuples autochtones soient protégés. Cependant, au Brésil cette recommandation est restée lettre morte. L'accès à des soins de santé différenciés, gérés par le gouvernement fédéral, est pourtant un droit des peuples autochtones garanti par la Constitution brésilienne et la loi 9.836 de 1999. Début 2019, le gouvernement de Bolsonaro avait annoncé la municipalisation et la

privatisation de la politique de santé autochtone, aggravant la fragilité du service et de ses moyens (en termes de personnel, médicaments, structures, équipements, etc.). Durant le contexte de pandémie, **aucun plan d'action spécifique n'a été mis en place par le gouvernement pour protéger les peuples autochtones et les communautés traditionnelles**⁶⁹. Beaucoup d'entre elles ont dû construire des « barrières sanitaires pour se protéger ». Selon les données de l'APIB, la Covid-19 a occasionné 896 morts parmi les peuples autochtones, pour 42 342 cas confirmés, et 161 peuples affectés (à la date du 18 décembre 2020)⁷⁰.

Face à ces innombrables violations de leurs droits, les peuples autochtones s'organisent. Dès le 17 janvier 2020, 600 représentant.e.s

68. « Budget de la FUNAI : le problème n'est pas technique ni financier, il est éminemment politique », article du CIMI, juin 2020. [consulté le 18.12.20].

69. « Situation des peuples autochtones du Brésil face à la COVID-19 », article traduit par Autres Brésils, avril 2020. [consulté le 18.12.20].

70. Selon les données de l'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil. Données consultées le 18 décembre 2020.

de 45 peuples autochtones du Brésil se rassemblaient autour du cacique Raoni et promulguaient le Manifeste de Piraçu. Ils réaffirmaient alors les droits des Autochtones tels que reconnus par les articles 231 et 232 de la Constitution fédérale du Brésil (1988) et revendiquaient la reconnaissance et l'application de la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). L'enjeu de cette démarche : exiger le respect d'une consultation libre, préalable et éclairée « chaque fois que sont prévus des projets et des décisions susceptibles de nous affecter et de menacer nos territoires et nos modes de vie »⁷¹.

71. « Manifeste de Piraçu » traduit par Autres Brésils, janvier 2020.

Dans cette même idée, l'APIB a lancé durant la pandémie un plan d'urgence autochtone pour faire face à la Covid 19⁷². Sous la pression des organisations, le Ministère de la Santé a finalement réintroduit en novembre 2020 des instances de contrôle social (divers conseils et espaces de participation citoyenne à la construction de politiques publiques) au sein du Sous-Système d'Attention à la Santé Autochtone (SASI SUS)⁷³.

72. « Urgence Autochtone. Plan de lutte contre la Covid au Brésil » article de l'APIB traduit par Autres Brésils, juillet 2020. [consulté le 18.12.20].

73 « Sous la pression du mouvement indigènes, le gouvernement adopte une ordonnance qui recrée le système de contrôle social dans la Santé indigène » article de l'APIB, novembre 2020. [consulté le 18.12.20].



Exemple de RÉSISTANCE

CAMPAGNE D'URGENCE ET LUTTE PARLEMENTAIRE

Dans l'État du Roraima, plus de 2 500 cas et 80 décès liés à la Covid-19 sont à déplorer au sein des communautés Macuxi, Taurepang, Wai Wai, Yanomami, Warao et d'autres encore. Depuis le 27 mars 2020, **le Conseil Indigène de Roraima (CIR), qui représente 246 communautés, mène une campagne d'urgence** pour aider les peuples autochtones de l'État à lutter contre la pandémie de Covid-19. Des kits sanitaires, des bouteilles de gel hydro-alcoolique, des produits et denrées de première nécessité sont distribués, et une assistance psychologique est fournie aux familles autochtones touchées par le coronavirus. Les communautés reçoivent également des brochures dans leurs langues traditionnelles Wapichana, Macuxi, Taurepang, Ingarikó, Wai-wai et Y'ekuana, et ce, dans dix régions : Serra da lua, Amajari, Serras, Raposa, Tabaio, Auto Cuamé, Baixo Cotingo, Murupú, Surumu et Wai-wai.

A côté des initiatives d'aide d'urgence comme celle du CIR, la lutte pour la reconnaissance des droits autochtones se conduit au niveau du Parlement. Sous l'impulsion de la première femme indigène élue à la Chambre des députés, Joênia Wapichan, un « Front Parlementaire Mixte de Défense des Droits des Peuples Autochtones » a été lancé en avril 2019 au Congrès National. Par ailleurs, grâce à une forte mobilisation autochtone, **lors des élections municipales de 2020, les peuples autochtones ont des élu.e.s dans 127 municipalités brésiliennes.**



08

Baromètre d'alerte

ENVIRONNEMENT

Le modèle de développement économique du Brésil est basé sur l'avancée de l'agrobusiness, la multiplication des mégaprojets miniers, l'extraction d'hydrocarbures et un boom dans le secteur de la construction et opération de grands projets hydro-électriques. **Percevant les politiques environnementales comme un obstacle à ce développement, le gouvernement de Bolsonaro s'emploie à les démanteler**⁷⁴. De nombreux organismes publics environnementaux ont ainsi été attaqués à travers

des changements abrupts de Direction, et affaiblis par des coupures budgétaires : le Système National de l'Environnement (SISNAMA), l'Institut Chico Mendes pour la Biodiversité (ICMBio) ou l'Institut Brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA). **Le Ministère de l'Environnement au Brésil n'a par ailleurs utilisé que 0,4 % de son budget consacré aux politiques environnementales de janvier à septembre 2020**⁷⁵.

La déforestation, intimement liée à l'expansion

74. Sabourin, E., Grisa, C., Niederle, P., Pereira Leite, S., Milhorance, C., Damasceno Ferreira, A., Sauer, S. and Andriguetto-Filho, J., 2020. Le démantèlement des politiques publiques rurales et environnementales au Brésil. Cahiers Agricultures, 29, 31.

75. Observatoire du Climat, « (In)exécution des ressources budgétaires du Ministère de l'environnement – administration directe », septembre 2020.

11 088 km²

de DEFORESTATION en Amazonie d'août 2019 à juillet 2020.

de la frontière agricole et de l'agrobusiness, est la manifestation par excellence de l'absence totale de préoccupation environnementale du gouvernement. Des Terres Indigènes (TI) ou des réserves naturelles sont occupées illégalement⁷⁷ par des entreprises d'agrobusiness qui sont encouragées à étendre la surface de leurs exploitations en accaparant des terres ou en déclenchant des incendies criminels dans des biomes essentiels pour la planète tels que l'Amazonie, le Cerrado ou le Pantanal. Selon le Projet de Suivi de la déforestation en Amazonie légale par Satellite (PRODES), de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), qui est considéré comme l'instrument de mesure le plus fiable, **d'août 2019 à juillet 2020, 11 088 km² ont été déforestés en Amazonie, le chiffre le plus élevé depuis 2008, une augmentation de 9,5 % par rapport à l'année antérieure** et de 70 % par rapport à la moyenne des dix dernières années (entre 2009 et 2018 cette dernière était de 6 500 km² par an)⁷⁸. C'est surtout une hausse de 180 % par rapport à l'objectif des 3 925 km² fixé par la Politique Nationale sur le Changement Climatique (PNCC) pour l'année 2020.

L'importation et l'utilisation de produits phytosanitaires est en constante augmentation ces deux dernières années, faisant du Brésil le premier pays consommateur de pesticides par hectare au monde⁷⁹. Selon le Ministère de l'Agriculture, 674 nouveaux pesticides ont été autorisés sur le marché entre

janvier 2019 et juin 2020, un chiffre jamais atteint en 15 ans sur une même période⁸⁰. Approuvés sans débat ni consultation, 88 % de ces nouveaux produits sont pourtant considérés comme dangereux pour l'environnement par l'IBAMA, entraînant un appauvrissement des sols, une contamination des cours d'eau, la disparition de la biodiversité et des risques pour la santé des populations (empoisonnements, développement de maladies et malformations, etc.).

Autre impact à évoquer, celui sur l'eau, bien commun devenu marchandise : pour répondre aux besoins des entreprises minières ou agricoles, de nombreux cours d'eau sont détournés, des canaux creusés et des barrages illégaux construits, impactant les populations locales et leur environnement. En conséquence, **les conflits autour de l'eau ont plus que quadruplé en 10 ans**⁸¹. L'affaiblissement des normes environnementales provoque par ailleurs des accidents et catastrophes qui viennent polluer et contaminer ces eaux en toute impunité. Le cas de l'entreprise Vale, responsable des ruptures des barrages de déchets miniers de Mariana (2015) et Brumadinho (2019), illustre bien cette impunité. Tandis que justice n'a pas été faite, l'empoisonnement et l'envasement des barrages et rivières en aval se poursuivent. Ce fut particulièrement visible au moment des fortes inondations dans les États de Minas Gerais et de l'Espirito Santo en février 2020 : la boue toxique continue de faire de nouvelles victimes humaines, faunes et flores.

76. Projet de Suivi de la déforestation en Amazonie légale par Satellite (PRODES), de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), données du 30 novembre 2020.

77. Voir fiche « peuples autochtones ».

78. Projet de Suivi de la déforestation en Amazonie légale par Satellite (PRODES), de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), données du 30 novembre 2020

79. Atlas de l'Agrobusiness, 2018.

80. Données du Ministère de l'Agriculture, publiées sur son site officiel, juin 2020.

81. Rapport 2019 « Conflits en milieu rural », publié en 2020 par la Commission Pastorale de la Terre.



> **Les organisations et mouvements sociaux tels que le Mouvement des personnes Atteintes par les Barrages (MAB) s'organisent sur les territoires pour protéger les écosystèmes et défendre une relation plus respectueuse à la Nature. Ceux et celles qui s'opposent ainsi à la destruction de l'environnement le font parfois au prix de leur vie : selon Global Witness, le Brésil est le 3^e pays le plus meurtrier du monde pour les activistes environnementaux, avec 24 décès sur 212 comptabilisés dans tout le monde en 2019⁸².**

Dans un tel contexte, les organisations de la

82. Global Witness, Rapport 2019 publié en 2020.

société civile latino-américaines et européennes dénoncent **les risques pour l'environnement et les droits humains que pourrait entraîner la signature de l'Accord de libre-échange entre l'Union Européenne et les pays du MERCOSUR**. Parmi les risques majeurs se trouve l'augmentation de la déforestation et des émissions des gaz à effet de serre, une plus forte insécurité alimentaire, et un accaparement des terres des communautés paysannes et des peuples autochtones⁸³.

83. Rapport sur les « Risques pour la protection du climat et les droits humains » publié par le CCFD-Terre Solidaire, Greenpeace, Entraide et Fraternité, MISEREOR et la CIDSE, septembre 2020.

« L'exploitation minière détruira la nature. Elle détruira les ruisseaux et les rivières, et tuera tous les poissons et l'environnement - et elle nous tuera nous, les peuples autochtones. Et elle apportera des maladies qui n'ont jamais existé sur nos terres auparavant. »

Davi Kopenawa, leader autochtone.



Exemple de RÉSISTANCE

LE COMBAT DE COMMUNAUTÉS LOCALES FACE AUX CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES

Le fleuve Teles Pires est, aujourd'hui, le fleuve le plus touché par les impacts des centrales hydroélectriques en Amazonie : quatre, actuellement en activité, ont provoqué un désastre social et environnemental pour les communautés rurales, autochtones et riveraines qui y vivent. En outre, 29 autres centrales et 80 barrages sont programmés dans le cadre de l'exorbitant projet « Réseau Fluvial Teles Pires Tapajós », qui a pour objectif d'amplifier la distribution des produits du secteur de l'agrobusiness vers des pays d'exportation. Près d'un million de personnes qui habitent cette région, parmi lesquelles 10 nations de peuples autochtones, sont ou seront directement atteintes.

Sur le cours du fleuve Teles Pires, l'entreprise française EDF contrôle la centrale hydroélectrique Sinop. Au-delà d'avoir occasionné la destruction de 25 000 hectares de forêt, son réservoir est l'un de ceux du complexe hydroélectrique qui a le plus contribué aux émissions de gaz à effet de serre pour ses manquements à l'obligation, avant son remplissage, d'un défrichage complet du sol. **Plus de 200 familles de déplacé.e.s luttent pour des indemnités justes en compensation de la perte de leurs terres lors de l'installation de la centrale.** Le MAB (Mouvement des personnes Atteintes par les Barrages) s'est uni aux habitant.e.s touché.e.s, appuyé par la Commission Pastorale de Terre, le Collectif Proteja Amazônia et des organisations internationales. Par ailleurs, le Forum Teles Pires s'est créé, regroupant les communautés autochtones et non-autochtones affectées par les projets hydroélectriques dans la région ; il mène des actions collectives de mobilisation, de communication et de sensibilisation sur l'impact environnemental et social de ces projets.



09

Baromètre d'alerte

ÉDUCATION

Depuis l'investiture de Bolsonaro en janvier 2019, les **attaques contre l'éducation publique (primaire, secondaire et supérieure) s'intensifient**. Allié du mouvement conservateur « Escola Sem Partido » (École sans parti), le gouvernement a décidé de mener une **guerre culturelle** contre l'enseignement sur deux fronts : l'un réactionnaire, en affirmant vouloir « purger » l'école et l'université du *marxisme culturel*⁸⁴ et en révoquant les quotas raciaux pour les programmes de premier cycle⁸⁵ ;

84. « Le nouveau ministre de l'Éducation défend la purge du marxisme culturel » [en ligne]. Folha de São Paulo, publié le 8/04/2019 [consulté le 18.12.2020].

85. OLIVEIRA, Joana « Weintraub quitte le ministère de l'Éducation,

l'autre néolibéral, en réalisant de drastiques coupes budgétaires⁸⁶ et en méprisant ouvertement les sciences humaines et sociales, jugées pas assez rentables⁸⁷. Toutes ces mesures mettent directement en danger l'avenir de millions de jeunes Brésilien.ne.s, de l'école primaire à l'université.

mais révoque avant les quotas pour les Noirs et les Autochtones en premier cycle » [en ligne] *El País Brasil*, publié le 18/06/2020, [consulté le 18.12.2020].

86. AFP, « Manifestations nationales au Brésil contre les coupes budgétaires dans l'éducation » [en ligne]. *Le Monde*, publié le 15/05/2019, [consulté le 18.12.2020].

87. REZENDE Constança. « Weintraub : « Je ne veux pas de sociologue, d'anthropologue et de philosophe avec mon argent » [en ligne]. *O Globo*, publié le 14/06/2020, [consulté le 18.12.2020].

39 %

des ECOLES publiques brésiliennes NE POSSEDENT PAS UN SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE BASE en 2020⁸⁸.

Le gouvernement semble chercher à asphyxier l'enseignement supérieur public : dans sa loi budgétaire annuelle pour l'année 2021, il prévoit une **coupe de 4,2 milliards de réaux** dans le budget alloué au Ministère de l'Éducation pour 2021, ce qui représente **une diminution de 18,2 %** par rapport à l'année précédente⁸⁹. Le président de l'Association des Dirigeants des Institutions Fédérales de l'Enseignement Supérieur (ANDIFES) Edward Madureira Brasil a d'ores et déjà exprimé son inquiétude : « *Avec ces mesures, il est évident qu'aucune institution ne pourra accomplir ses finalités d'enseignement et de recherche l'an prochain* »⁹⁰.

La dernière enquête du Global Public Policy Institute, pointe ainsi du doigt les coupes budgétaires excessives et la mise au pas de la recherche, comme une série **d'entraves aux libertés et à l'autonomie académiques**⁹¹. Des menaces de mort poussent par ailleurs certain.e.s chercheur.euse.s à s'exiler. Enfin, les étudiant.e.s et professeur.e.s dénoncent les nominations arbitraires des doyen.ne.s de facultés publiques effectuées par le Ministère de l'éducation⁹².

88. Programme de suivi commun OMS/UNICEF pour l'assainissement et l'Hygiène (JMP), août 2020.

89. OLIVEIDA, Elida. « Le ministère de l'Éducation prévoit une coupure de 4.2 milliards de réaux dans le budget pour 2021 » [en ligne]. *GI*, publié le 10/08/2020 [consulté le 18.12.2020].

90. NOVELINO, Ricardo. « La coupure au ministère de l'Éducation affectera 18.2 % du budget des universités fédérales de tout le pays pour 2021 » [en ligne]. *O Globo* le 10/08/2020. [consulté le 18.12.2020].

91. HÜBNER MENDES, Conrado. « La liberté académique au Brésil » [en ligne]. Global Public Policy Institute, publié le 01/09/2020, [consulté le 18.12.2020].

92. « Les institutions réagissent à la nomination arbitraire de 19 recteurs », [en ligne], *Brasil de Fato*, 7 décembre 2020, [consulté le 18.12.2020].

La pandémie de la Covid-19 a révélé le cruel sous-équipement des établissements scolaires brésiliens et le désengagement croissant de l'État dans le secteur de l'éducation. « *La fracture numérique, qui était déjà préoccupante, va empirer pendant la pandémie* », a affirmé en octobre 2020 Italo Dutra, directeur de l'UNICEF au Brésil⁹³. Pour autant, **le très conservateur Milton Ribeiro, Ministre de l'éducation, brille par son silence et son inaction**, alors que 48 millions d'élèves (dont 180 000 écolier.e.s) ont vu leur établissement scolaire fermer et que la crise sanitaire n'a fait qu'accentuer les inégalités socio-économiques. Selon une étude du Centre Régional et Études pour le Développement de la Société de l'Information (CETIC), réalisée en 2019, seulement 43 % des foyers urbains et 18 % des foyers ruraux possédaient au moins un ordinateur, tandis qu'uniquement la moitié des foyers des classes D et E (les plus pauvres du pays) avaient accès à internet⁹⁴.

En 2020, 26 % des enfants scolarisés dans l'enseignement public sont toujours sans ressources éducatives en ligne, faute d'accès à une connexion Wi-fi stable ou de matériel informatique adapté (ce chiffre atteignant presque les 48 % dans la région Nord, plus pauvre et isolée)⁹⁵. Par ailleurs, **en 2020, 39 % des écoles publiques brésiliennes ne possèdent pas un système d'assainissement de base**⁹⁶,

93. IDOETA ADAMO, Paula. « Pas de Wi-fi : la pandémie constitue un nouveau symbole de l'inégalité dans l'éducation » [en ligne]. BBC News Brazil, publié le 3/10/2020, [consulté le 18.12.2020].

94. CETIC.BR « TIC Domiciles – 2019 ».

95. Etude de Datafolha pour les fondations Lemann, Itaú Social e Imaginable Futures, mai 2020.

96. Programme de suivi commun OMS/UNICEF pour l'assainissement et l'Hygiène (JMP), août 2020.

« Nous devons débattre et renforcer l'éducation publique comme un droit, assurant la transparence dans l'usage des ressources, multipliant les postes et inscriptions, garantissant des concours publics »

Collectif Professora Adélia de França (Etat de la Paraíba)

- > rendant très compliquée l'application des mesures sanitaires face au virus. Une pandémie qui **dégrade également les conditions de vie des élèves et des étudiant.e.s**, entre celles et ceux forcé.e.s de travailler pour subvenir au besoin de leur famille, celles et ceux qui perdent leur emploi, ou se retrouvent sans logement. La situation actuelle remet gravement en cause la poursuite de la scolarité de ces millions d'enfants et d'adolescent.e.s, déjà économiquement et socialement vulnérables.

Le corps enseignant continue de s'efforcer à dénoncer les failles de l'enseignement public brésilien, qui n'a pas attendu la pandémie de la Covid-19 pour être en crise. Alors que certains gouvernements d'États exigent la réouverture des établissements d'enseignement public, plusieurs syndicats de professeur.e.s du primaire et du secondaire se sont mobilisés en posant un préavis de « grève pour la vie »⁹⁷, notamment à Recife et Rio de Janeiro. Selon les syndicats, les conditions sanitaires ne sont pas encore réunies afin d'assurer une rentrée sereine et ils craignent la transmission du virus entre élèves et membres du personnel éducatif.

97. *G1 Rio*, Les syndicats de professeurs de Rio de Janeiro décident de maintenir la « grève pour la vie », contre le retour des cours en présentiel » [en ligne]. Publié le 12/11/2020, [consulté le 18.12.2020].





Exemple de RÉSISTANCE

LE FUNDEB EST INSCRIT DANS LA CONSTITUTION

A la fin de l'été 2020, une **écrasante majorité** de la Chambre des Député.e.s puis du Sénat a approuvé un **amendement de la Constitution inscrivant le Fonds de Maintien et de Développement de l'Éducation de Base (FUNDEB)** dans la loi fondamentale. **Une victoire salubre** en cette période de pandémie, qui consacre des années de **lutte du corps enseignant pour la défense de l'éducation publique**. Depuis 2019, le syndicat des professionnel.le.s de l'enseignement public de Campo Grande (ACP-MS) avait mené **une série d'actions militantes** afin de conscientiser la population sur **l'importance capitale de ce fonds** : « *La société a besoin de comprendre que si le FUNDEB disparaît, il n'y aura plus de transport public pour son enfant, plus de matériel scolaire et didactique, plus d'entretien des écoles. Les moyens manqueront pour financer les professeurs et fonctionnaires, qui n'auront également plus de formation. Tout ceci disparaîtra. La moitié des écoles fermeront. Il y a urgence !* »⁹⁸ avertissait le professeur et syndicaliste Lucilio Nobre, lors d'un débat citoyen. En février 2020, ce même syndicat organisait à Campo Grande (Mato Grosso) un "carnaval de l'éducation" dont les banderoles réclamaient un "nouveau FUNDEB permanent".

Héritage de la politique interventionniste du gouvernement Lula, c'est ce fond (financé par l'argent des contribuables et du gouvernement) qui subventionne de nos jours plus de la moitié du système éducatif public brésilien, des crèches aux lycées⁹⁹. Preuve s'il en est de la **démobilisation de l'État** dans ce domaine, l'ancien ministre de l'Éducation A. Weintraub s'est fait remarquer par son absence lors des débats parlementaires. Alors que la **participation fédérale à ce fond n'excédait guère les 10 % en 2020**, l'amendement prévoit une augmentation progressive de son investissement avec un objectif de 23 % en 2026 - dont 5 % seront consacrés à l'éducation primaire¹⁰⁰. Il garantit également **l'implantation du Coût Elève-Qualité**, un dispositif permettant de mesurer les financements nécessaires afin **d'améliorer la qualité de l'enseignement et de diminuer les inégalités scolaires**.

98. ACP, « Le nouveau FUNDEB permanent - une lutte en faveur de l'enseignement public » [en ligne]. Publié le 22/06/2020, [consulté le 18.12.2020].

99. GALVANI, Giovana. "Fundeb : qu'est-ce qui est en jeu lors du vote" [en ligne]. Carta Capital, publié le 21/07/2020.

100. Agência Brasil, « Le parlement approuve le nouveau Fundeb et augmente la participation fédérale dans l'éducation basique » [en ligne]. Carta Capital, publié le 22/07/2020, [consulté le 18.12.2020].



10

Baromètre d'alerte

VIOLENCE POLITIQUE

Depuis 2016, les meurtres, les agressions et menaces ont miné la structuration de la vie politique et électorale au Brésil.

Loin d'être épisodique ou isolée, cette violence à l'égard des élu.e.s fait partie intégrante de la vie politique institutionnelle des villes brésiliennes, comme en témoigne le nombre important d'assassinats et d'attaques contre des maires et parlementaires des chambres municipales.

Selon le rapport « *Violence politique et électorale au Brésil - Aperçu des violations des droits humains de 2016 à 2020* »¹⁰¹, le pays a recensé

sur cette période au moins 327 cas de violence à l'encontre d'hommes et de femmes politiques. On y comptabilise 125 meurtres et agressions, 85 menaces et 33 agressions. Cette violence ne cesse d'augmenter : **en 2019, il y a eu trois fois plus de cas qu'en 2016, soit un épisode de violence politique tous les trois jours.** En 2020, jusqu'au 1^{er} septembre, le pays a observé une augmentation de 37 % des cas par rapport à 2016. Enfin, **5 cas de violence politique par jour ont été répertoriés pour le seul mois de novembre 2020**, marqué par les élections municipales¹⁰².

101. « Violence politique et électorale au Brésil - Aperçu des violations des droits de l'homme de 2016 à 2020 », publié par les ONGs Terra de Direitos et Justiça Global.

102. Reportage mené par Agência Pública, en partenariat avec Plural, Amazônia Real, Portal Catarinas, Gênero e Número, Marco Zero Conteúdo, Ponte Jornalismo, Projeto#Colabora, Agência Saiba Mais, publié le 4 décembre 2020.

327 CAS DE VIOLENCES à l'encontre d'hommes et de femmes politiques, entre 2016 et 2020¹⁰³.

L'écrasante majorité des élu.e.s, candidat.e.s ou pré-candidat.e.s assassiné.e.s ou attaqué.e.s entre 2016 et 2019 sont des hommes (dans 93 % des cas). 9 femmes (7 %) ont été assassinées ou ont subi des tentatives d'homicide au cours de cette période. Le cas le plus emblématique reste celui de l'élue de la ville de Rio, Marielle Franco assassinée le 14 mars 2018. Le cas n'est toujours pas résolu.

Même si les femmes sont sous-représentées dans la vie politique, elles subissent en proportion une plus forte violence politique. Alors que dans les chambres législatives municipales, étatiques et fédérales, la proportion moyenne de représentantes est d'environ 13 %, les femmes comptabilisent 18 % des cas d'agressions physiques, 31 % des cas de menaces et 76 % des cas d'offenses, souvent via des moyens virtuels.

La multiplication des cas d'agressions dépasse le simple cadre de la violence électorale. **Ces menaces et agressions ciblent des groupes précis d'élus.e.s, généralement les femmes noires ou autochtones et les personnes LGBTQI+.** Le recours à la violence à l'égard des élu.e.s qui revendiquent la représentation de ces couches sociales défavorisées ou exclues est une façon intentionnelle de reproduire les processus d'exclusion, voire d'élimination de ces groupes, en délégitimant leur participation à la vie politique.

Cette violence entretenue par des épisodes de racisme, de sexisme et de LGBTQI+phobie

n'affecte pas seulement les personnes concernées, elle tourmente et déstabilise le processus de représentation et de participation politique de segments entiers de la société. Les groupes historiquement discriminés, déjà sous-représentés, sont touchés de manière disproportionnée par cette violence politique, qui à son tour enlève la possibilité de la construction d'un État réellement démocratique.

Néanmoins, **la société civile brésilienne s'organise pour résister.** Grâce à des mouvements comme la Coalition Noire pour les droits ou l'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB), **les élections municipales de 2020 ont vu un nombre record de femmes candidates et, pour la première fois, il y a eu plus de candidat.e.s noir.e.s que de candidat.e.s blanc.he.s. Les candidatures des personnes autochtones ont augmenté de 26 %** lors de ces élections tandis que celles des femmes autochtones ont augmenté de 49 % par rapport à 2016¹⁰⁴.

Ces stratégies semblent avoir donné des résultats positifs. Dans l'ensemble des 27 capitales, 44 % des sièges aux conseils municipaux récemment élus seront occupés par des personnes noires. Si l'on considère le genre, les femmes représenteront 18 % des sièges dans les conseils municipaux au Brésil. Également, le nombre d'élus.e.s autochtones a considérablement augmenté : ils et elles occuperont 237 sièges dans plusieurs villes du pays à partir de 2021 contre seulement 169 en 2016¹⁰⁵.

103. « Violence politique et électorale au Brésil - Aperçu des violations des droits de l'homme de 2016 à 2020 », publié par les ONGs Terra de Direitos et Justiça Global.

104. Selon les informations collectées par l'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil, disponibles sur leur site.

105. Voir la fiche « peuples autochtones »

« *La femme noire est un corps étranger dans le Parlement, aucune d'entre nous n'a jamais aspiré à être une martyre. Marielle (Franco) ne l'a pas désiré et aucune d'entre nous ne le désire.*

Nous voulons être vivantes pour faire de la politique. »

Taliria Petrone, députée fédérale pour l'État de Rio de Janeiro, cible d'au moins cinq menaces de mort.



Exemple de RÉSISTANCE

CANDIDATURES COLLECTIVES

Les candidatures collectives se multiplient au Brésil, selon un relevé du Réseau d'action Politique pour la durabilité (RAPS)¹⁰⁶. Le « mandat collectif » est une innovation apparue au Brésil à travers des profils comme celui de Marielle Franco. L'initiative rompt avec l'individualité de la fonction parlementaire et promeut, par la pratique, la réforme politique institutionnelle. Le mandat collectif profite de l'absence de législation pour proposer un mécanisme reposant sur la candidature d'une personne – à titre officiel – mais impliquant un engagement de prise de décision collectif ou collégial. 7 premières expériences ont vu le jour entre 2012 et 2014 et plus de 98 collectifs se sont lancés dans les processus électoraux entre 2016 et 2018, parmi lesquels 22 ont été élus. On peut citer le collectif *Gabinetona* élu aux élections municipales de Belo Horizonte en 2016, les expériences de *Bancada Ativista* à São Paulo et *Juntas* dans le Pernambuco dans les assemblées législatives de ces deux États.

Pour les élections municipales de 2020, de nombreuses candidatures collectives ont vu le jour. A São Paulo, plus de 34 ont été dénombrées. Ces candidatures collectives passent outre un système difficile à faire évoluer par les voies légales, au nom de la représentation populaire. Elles sont en général portées par des femmes et soutenues par les mouvements sociaux ; elles représentent une vraie oxygénation et innovation en termes de pratique politique, défendant une vision plus ouverte, inclusive et démocratique de la représentation parlementaire.

106. « Mandats collectifs et partagés », 2019, Relevé du Réseau d'Action Politique pour la Durabilité.



11

Baromètre d'alerte

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Malgré la fin officielle de la censure des médias et le retour du pays à la démocratie en 1984, les professionnel.le.s de la communication et des médias, « la presse brésilienne », sont confronté.e.s à la violence, à la censure judiciaire et aux restrictions de leurs activités. Si l'on considère les dix dernières années, le Brésil se place, derrière le Mexique, au deuxième rang des pays qui comptent le plus grand nombre de journalistes assassiné.e.s en Amérique latine (43). **L'impunité des violations commises à l'encontre de la presse demeure et s'est considérablement aggravée au cours des années 2019 et 2020.** Depuis son élection en 2018, Jair Bolsonaro alimente cette violence

par ses discours, fondés sur la désinformation et cherchant à démoraliser, calomnier et menacer les journalistes. **La Fédération nationale des journalistes (Fenaj) a rapporté 299 attaques contre la presse par le président Bolsonaro entre janvier et octobre 2020¹⁰⁷. C'est une attaque par jour.** En plus des attaques proférées par le président, Reporters sans frontières a également enregistré 150 attaques de la part de ses enfants, eux aussi élus de la République¹⁰⁸. En juillet 2020, des organisations brésiliennes

107. « En neuf mois, Bolsonaro attaque 299 fois la presse », Fédération nationale des journalistes, Octobre 2020.

108. « Les multiples facettes de la censure » Rapport de Reporter Sans Frontière sur la liberté de la presse au Brésil. Octobre 2020. >

1 ATTAQUE PAR JOUR de Bolsonaro CONTRE LA PRESSE entre janvier et octobre 2020¹⁰⁹.

> ont dénoncé au Conseil des droits humains de l'ONU au moins 54 attaques perpétrées par Bolsonaro et ses ministres contre des journalistes femmes, nombre sans précédent dans l'histoire récente du pays¹¹⁰.

A cela s'ajoutent les campagnes de harcèlement en ligne comme celle menée contre la journaliste Patricia Campos Mello, qui a révélé comment le candidat Bolsonaro aurait bénéficié de fonds privés illégaux pour financer des campagnes de désinformation lors des élections présidentielles de 2018. Cette haine "virtuelle" contre les journalistes se mesure : le rapport annuel 2019 de l'Association brésilienne des radiodiffuseurs et télévisions (ABERT) a recensé quatre millions d'attaques

109. « En neuf mois, Bolsonaro attaque 299 fois la presse », Fédération nationale des journalistes, Octobre 2020.

110. Cet appel, a été porté par une vingtaine d'organisations lors de la 44^{ème} session du Conseil des droits humains de l'ONU en juillet 2020.

« Il est inacceptable qu'au lieu d'assurer la liberté d'expression et d'informer, celui qui commande l'État brésilien soit l'auteur du plus grand nombre d'attaques directes aux journalistes [femmes]. »

Bianca Santana, journaliste noire victime d'une fausse accusation de la part de Bolsonaro.

en ligne contre les journalistes, soit sept par minute¹¹¹.

Les manifestations pro-gouvernementales dans des grandes villes du pays sont également devenues un terrain fertile d'attaques des professionnel.le.s des médias. Les graffitis appelant à "tuer un journaliste par jour", comme ceux vus dans l'État de Minas Gerais en mai 2020 sont révélateurs du climat de violence qui règne dans le pays.

Par ailleurs, **au Parlement brésilien, de nombreux projets de loi visent à restreindre, voire criminaliser, les activités de la société civile organisée**, avec notamment des mesures tendant à accroître la surveillance et l'accès aux données numériques des militant.e.s, voire la collecte obligatoire de l'ADN (ou profil génétique) des accusé.e.s. Les cas ont été dénoncés, à deux reprises en 2020, à la Commission Interaméricaine des Droits Humains et à son rapporteur spécial pour la liberté d'expression.

De manière plus générale, les **syndicats, mouvements et organisations sociales plaident et se mobilisent au quotidien pour la garantie de la liberté d'expression, comme un droit fondamental indispensable** au fonctionnement d'une démocratie.

111. « Violations de la liberté d'expression », Rapport de l'Association brésilienne des radiodiffuseurs et télévisions (ABERT), 2019.



Exemple de RÉSISTANCE

SE TAIRE, JAMAIS !

Pour attirer l'attention de la société brésilienne sur les violations de la liberté d'expression, le Forum national pour la démocratisation de la communication (FNDC), en partenariat avec plusieurs organisations de la société civile, mène depuis quatre ans au Brésil la campagne "Calar jamais !" (Se taire, jamais !). Diffusée principalement sur les réseaux sociaux, la campagne consiste en une plateforme en ligne permettant de dénoncer ce qui se passe dans ce domaine dans tout le pays.

Chaque semaine, le FNDC suit les cas de répression des manifestations de rue, de censure privée ou judiciaire des contenus sur les réseaux sociaux, de violence contre les professionnels de la communication, de démantèlement des canaux de communication publics et de réduction des voix dissidentes dans les salles de presse. Chacune de ces violations est preuve d'une tentative systématique de réduire les Brésiliens au silence et d'empêcher l'expression de la diversité des idées, des opinions et des pensées. Les documents sont publiés et diffusés sur les canaux de communication du FNDC¹¹².

112. <http://www.fndc.org.br>



QUE NOUS DIT CE BAROMÈTRE ?

QUELQUES PRÉCISIONS CONCERNANT LES DONNÉES RÉCOLTÉES

➤ RÉCOLTER DES DONNÉES, UN PARCOURS SEMÉ D'EMBÛCHES

La collecte de données durant l'année 2020 s'est heurtée à deux types de difficultés : d'une part le gouvernement de Bolsonaro cherche sciemment à cacher, déformer ou supprimer les informations qui porteraient préjudice à son image, diminuant les budgets alloués à la recherche et à la production de statistiques ; d'autre part la pandémie et les semi-confinements ont limité les déplacements et donc la possibilité parfois d'aller recueillir les données au plus près du terrain. Malgré ces limitations réelles, la société civile, alliée au monde de la recherche et des universités publiques, s'est illustrée par sa persévérance à vouloir renseigner les violations des droits humains commises tout au long de l'année. Parfois sans aucun financement, des données préliminaires concernant l'année 2020 ont été publiées (comme l'a fait l'Institut Brésilien de Géographie et des Statistiques). Cet effort académique et militant est à souligner, car c'est grâce à lui qu'un tel Baromètre peut voir le jour.

➤ DES CHIFFRES ABSOLUS ALARMANTS

Dans ce Baromètre sont retransmises des données en valeur absolue, ainsi que leur taux de variation par rapport à l'année précédente. Si ces taux de variation en 2020 semblent parfois moindres qu'en 2018 ou 2019, il ne faut pas se méprendre. Les chiffres atteints sont dans quasiment tous les cas les plus hauts enregistrés depuis une dizaine d'années. Un important pallier ayant été franchi en 2018

et/ou 2019 (selon les types de données), l'augmentation en 2020 peut donc apparaître moindre, mais en valeur absolue elle est toute aussi effarante (c'est le cas par exemple pour la déforestation, dans la Fiche Environnement).

➤ UNE VISION GÉNÉRALE, SANS PRÉTENTION À L'EXHAUSTIVITÉ

La force de ce Baromètre consiste à aborder et rassembler dans un même document diverses thématiques, donnant à voir un panorama le plus ample possible de la situation des droits humains au Brésil. Cependant, il ne prétend pas à l'exhaustivité, de nombreux autres focus auraient pu être choisis. Cette année la pandémie a particulièrement mis sur le devant de la scène la question de la précarité économique et alimentaire. Une question abordée de façon transversale dans beaucoup de fiches, mais qui s'est plus particulièrement matérialisée dans deux nouvelles fiches, l'une sur le Travail et l'autre sur la Sécurité Alimentaire, deux thématiques qui constituent des enjeux clefs à l'heure de confinements réguliers. Cette année en revanche, il a été décidé de ne pas proposer de fiche Logement, car il n'y a pas de nouvelles données accessibles : le recensement prévu en 2020 a été reporté et sa méthodologie modifiée par Bolsonaro, privant le pays de nombreuses données actualisées. La question du logement est cependant cruciale et en trame de fond de nombreuses fiches (quand sont évoquées les conditions de vie des femmes ou les expulsions de telle ou telle communauté par exemple).



POURQUOI LA SITUATION S'EST-ELLE AGGRAVÉE ?

Les données présentées par ce Baromètre nous montrent que la situation des droits humains et de l'environnement s'est aggravée au Brésil.

Quelles explications peut-on trouver à cette tendance globale ?

➤ LA PANDÉMIE NE PEUT ÊTRE UNE EXCUSE !

Si la pandémie de la Covid-19 et l'arrêt de nombreuses activités économiques peuvent fournir un premier élément d'explication à la détérioration des conditions de vie de nombreux Brésiliens, l'impact de cette crise sanitaire est à lire à la lumière d'un contexte du pays déjà fortement en crise à de multiples niveaux. La pandémie est venue frapper un Brésil fortement affaibli par de nombreuses réformes néolibérales, démantelant les droits les plus fondamentaux. Elle est venue exacerber des inégalités déjà bien ancrées. Par ailleurs, la mauvaise gestion

du gouvernement a été criante durant l'année 2020, se traduisant souvent par une inaction et une incapacité à atténuer les effets de la crise et à prendre en compte les besoins spécifiques des populations les plus exclues, à commencer par les peuples autochtones.

➤ UNE PERMANENTE INCITATION À LA VIOLENCE CIBLANT LES POPULATIONS LES PLUS EXCLUES

Ce Baromètre montre à quel point le comportement et les choix politiques du Président et des membres de son gouvernement portent directement atteinte aux droits des populations les plus exclues. À travers des discours incitant à la haine et à la violence, des lois liberticides, des politiques publiques inadaptées, ils attaquent particulièrement certains segments de la population : les peuples autochtones, les communautés paysannes et traditionnelles, les femmes, les personnes LGBTQI+, les populations noires et >

BAROMÈTRE D'ALERTE

- > des quartiers périphériques etc. Plus encore que le premier Baromètre, celui-ci montre donc les effets concrets de la politique du gouvernement de Bolsonaro sur les droits humains et l'environnement.

➤ LA RESPONSABILITÉ DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Plusieurs fiches font allusion à l'impunité totale avec laquelle agissent les entreprises, et en particulier les entreprises multinationales, sur les territoires. Dommages causés à l'environnement, conflits fonciers ou autour de l'eau, conditions de travail dégradées, la liste est longue et montre l'irresponsabilité de nombreux acteurs économiques guidés uniquement par la notion de profit et de rentabilité. Depuis mars 2017, la France s'est dotée d'une loi qui impose aux grandes entreprises françaises un devoir de vigilance sur leurs activités et celles de leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants. Ce Baromètre rappelle l'importance qu'elle soit respectée, appliquée et étendue au niveau européen et international.

➤ DE FAÇON TRANSVERSALE, DES QUESTIONS STRUCTURELLES NON-RÉSOLUES

Tout comme en 2019, on observe dans ce Baromètre que le niveau de violence augmente lorsque l'on croise les différentes causes de discrimination possibles. Les questions de racisme et de violences de genre sont ainsi structurelles. Dans chaque fiche, des données spécifiques permettent de vérifier cette intersectionnalité.



COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉSISTE-T-ELLE ?

➤ UNE CRIMINALISATION CROISSANTE

En recueillant des informations pour ce Baromètre, il était frappant d'écouter de la part des mouvements sociaux brésiliens à quel point ils se sentent menacés, attaqués, voire violentés. Leur action est de plus en plus risquée et entravée par un gouvernement qui les considère comme des "terroristes" à combattre. Il faut donc saluer en premier lieu la résistance et la persévérance de ces acteurs sur le terrain.

➤ UNE SOCIÉTÉ CIVILE QUI NE BAISSÉ PAS LES BRAS

Le choix a été fait dans ce Baromètre de mettre en avant des exemples de résistance. Ils illustrent une perception de la Coalition Solidarité Brésil, celle d'une société civile très engagée, très mobilisée, qui ne baisse pas les bras et sait faire preuve d'une grande créativité dans la manière de se mobiliser sur les territoires.

A travers des manifestations spontanées, des collectifs locaux, des articulations nationales ou internationales, cette société civile fait preuve d'un vrai dynamisme et d'une vraie force. C'est particulièrement visible pendant la pandémie, les mouvements et organisations sociales constituant souvent le seul recours pour les populations démunies, face à l'inaction de l'État. Une multiplicité d'actions communautaires, témoignant d'une réelle inventivité, voient donc le jour depuis mars 2020.

➤ **UNE STRATÉGIE D'OCCUPATION DES ESPACES DE DÉMOCRATIE FORMELLE**

Si la mobilisation de la société civile est avant tout communautaire et ancrée sur les territoires, elle a aussi touché la sphère politique plus traditionnelle. Les élections municipales de novembre 2020 ont été marquées par un nombre important de candidatures noires, autochtones, de femmes ou personnes LGBTQI+. Couronnées par un succès, ces candidatures présagent une vraie dispute du pouvoir au niveau des espaces municipaux.

➤ **UN TRAVAIL ARTICULÉ**

Pour mener toutes ces actions, les organisations et mouvements sociaux ont su jouer la carte du collectif. De nombreux efforts d'articulation sont visibles, se matérialisant à travers des plateformes, des cartographies communes ou des réseaux qui s'appuient sur la complémentarité de leurs membres.

Ce Baromètre se fait donc l'écho de cris d'alerte face aux violations des droits humains, commises en toute impunité, mais aussi le reflet d'une société civile brésilienne qui résiste, invente, se mobilise sur les territoires. La Coalition Solidarité Brésil est engagée à ses côtés.

**LE BRÉSIL RÉSISTE,
LUTTER N'EST PAS UN CRIME !**

COLLECTIF DE 18 ASSOCIATIONS

- ➔ **Act Up Paris**
<https://www.actupparis.org/>
- ➔ **Acteurs dans le monde Agricole et Rural (AMAR)**
<https://www.amar-bresil.net/>
- ➔ **Attac France**
<https://france.attac.org/>
- ➔ **Autres Brésils**
<https://www.autresbresils.net/>
- ➔ **CCFD –Terre Solidaire**
<https://ccfd-terresolidaire.org/>
- ➔ **Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim)**
<https://www.reseau-ipam.org/>
- ➔ **Centre d'étude du développement en Amérique Latine (CEDAL)**
- ➔ **Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)**
<https://crid.asso.fr/>
- ➔ **Comité des Amis des Sans Terre du Brésil**
<https://amisdumst-paris.wixsite.com/amisdumst>
- ➔ **Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)**
<https://www.csia-nitassinan.org/>
- ➔ **Emmaüs International**
<https://www.emmaus-international.org/fr/>
- ➔ **France Amérique Latine (FAL)**
<https://www.franceameriquelatine.org/>
- ➔ **France Libertés**
<https://www.france-libertes.org/fr/>
- ➔ **Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones (GITPA)**
<http://www.gitpa.org/>
- ➔ **Internet sans frontières**
<https://internetwithoutborders.org/>
- ➔ **Planète Amazone**
<https://planeteamazone.org/>
- ➔ **Red.br**
<https://red-br.com/>
- ➔ **Secours Catholique - Caritas France**
<https://www.secours-catholique.org/>



→ Au premier semestre 2020, **AUGMENTATION DE 6 %** du nombre de personnes **TUÉES PAR LA POLICE** par rapport au 1^{er} semestre de 2019¹.



→ En 2019, **100 « MORTS violentes intentionnelles » LA POLICE EST RESPONSABLE DE 13².**



→ En 2019, **3 FEMMES SUR 10** ont souffert d'un type de violence⁴.

→ En 2019, **1 VIOL A LIEU** toutes les **8 MINUTES⁵.**



→ **50 %** des femmes brésiliennes **ONT DÛ PRENDRE EN CHARGE** une personne de leur entourage pendant la pandémie⁷.



→ **79,1 %** des personnes **TUÉES** en 2019 lors d'interventions policières **SONT NOIRES³.**

**RACISME ET
VIOLENCES POLICIÈRES**

FEMMES



→ En 2019, les **FÉMINICIDES** ont **AUGMENTÉ** de **7,1 %⁶.**

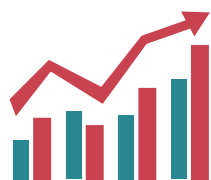


→ **L'INDICE DE GINI** qui mesure les inégalités de revenu a **AUGMENTÉ** de **2,82 %** entre le 1^{er} et le 2^{eme} semestre de 2020¹⁰.

Toutes les **26 HEURES**, une personne **LGBTQI+ est ASSASSINÉE OU SE SUICIDE** en 2019⁸.

**PERSONNES
LGBTQI+**

→ **47 % D'AUGMENTATION** des **ASSASSINATS de PERSONNES TRANS** dans les 10 premiers mois de 2020, par rapport à la même période en 2019⁹.



TRAVAIL



→ Le taux de **CHÔMAGE** a **AUGMENTÉ** de **33 %** entre mai et septembre 2020¹¹.



→ En 2019, **PLUS DE 40 %** de la population brésilienne active **TRAVAILLE** dans le **SECTEUR INFORMEL¹².**

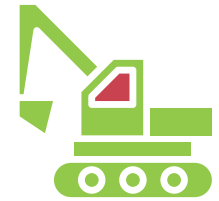
1. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020. - 2. Ibid. - 3. Ibid. - 4. Etude « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique, 2019. - 5. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020. - 6. Ibid. - 7. « Sans s'arrêter. Le travail et la vie des femmes pendant la pandémie » Etude de Sempreviva Organização feminista e Gênero e Numero, juillet 2020. - 8. « Morts violentes de LGBTQI+ au Brésil - 2019 », Rapport du Groupe Gay de Bahia, publié en avril 2020. - 9. Bulletin n°5/2020 de l'Association nationale des travestis et transsexuels (ANTRA). - 10. « Effets de la pandémie sur le marché du travail brésilien », FGV Social, septembre 2020. - 11. Recherche nationale continue par échantillon de domiciles (PNAD) - COVID-19, de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques, données de novembre 2020. - 12. Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques, données de 2019 publiées en 2020.

→ JUSTICE ENVIRONNEMENTALE



→ Entre 2018 et 2019, **AUGMENTATION** de **23 %** des **CONFLITS** dans les campagnes¹⁵.

→ Une **AUGMENTATION** de **1 880 %** des « **INVASIONS** » de territoires des communautés paysannes, traditionnelles, quilombolas et peuples autochtones en 2020 par rapport à 2019¹⁶.



→ Entre 2018 et 2019, **AUGMENTATION** de **142 %** des **MANIFESTATIONS** autour du droit à la terre¹⁷.

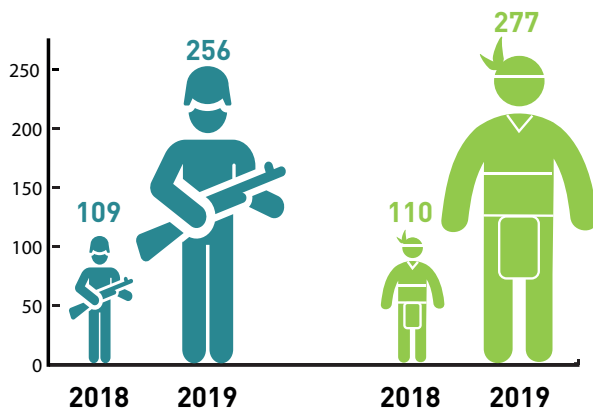
**ACCÈS
À LA TERRE**



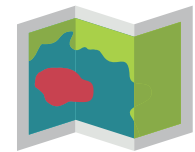
→ **18 ASSASSINATS** de janvier à novembre 2020 liés aux **CONFLITS EN MILIEU RURAL**¹⁸.



PEUPLES AUTOCHTONES



■ Une **AUGMENTATION** de **135 %** des cas **D'INVASIONS** de territoires autochtones en 2019 par rapport à 2018¹⁹.



→ Le processus de **DÉMARICATION** de **63 %** des terres indigènes a été suspendu²¹.

■ Le nombre de cas de violences contre les personnes autochtones en 2019 est plus de 2 fois supérieur au total enregistré en 2018²⁰.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



→ **43,1 MILLIONS** de personnes **EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE** en 2019 (20,6 % de la population)¹³.



→ **15 MILLIONS** personnes **SOUFFRENT DE LA FAIM** en 2020 (6,6 % de la population)¹⁴.

13. « Etat de la sécurité alimentaire et nutrition dans le monde 2020 » (SOFI), FAO 2020. - 14. Note technique de l'ONG ActionAid « Cinq facteurs qui approfondissent la faim dans le pays », octobre 2020. - 15. Rapport « Conflits en milieu rural Brésil 2019 » publié en avril 2020 par la Commission Pastorale de la Terre. - 16. Données préliminaires publiées par la Commission Pastorale de la Terre en décembre 2020. - 17. Rapport « Conflits en milieu rural Brésil 2019 » publié en avril 2020 par la Commission Pastorale de la Terre. - 18. Données préliminaires publiées par la Commission Pastorale de la Terre en décembre 2020. - 19. Rapport « Violence contre les peuples indigènes du Brésil – Données de 2019 » Conseil Indigéniste Missionnaire, septembre 2020. - 20. *Ibid.* - 21. *Ibid.*

→ JUSTICE ENVIRONNEMENTALE



ENVIRONNEMENT

→ D'août 2019 à juillet 2020, **11 088 KM²** ont été **DÉFORESTÉS** en Amazonie²².



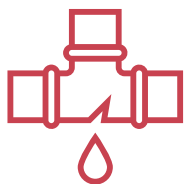
→ **LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT** au Brésil **N'A UTILISÉ QUE 0,4 %** du budget consacré aux politiques environnementales de janvier à septembre 2020²³.



→ Le Brésil est le **3^e PAYS LE PLUS MEURTRIER DU MONDE** pour les **ACTIVISTES ENVIRONNEMENTAUX**, avec 24 décès sur 212 en 2019²⁴.

→ ESPACES DE DEMOCRATIE

ÉDUCATION



→ En 2020, **39 %** des **ÉCOLES PUBLIQUES** brésiliennes ne **POSSÈDENT PAS** un **SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT** de base²⁵.



→ En 2020, **26 %** **DES ENFANTS SCOLARISÉS** dans l'enseignement public **SONT SANS RESSOURCES ÉDUCATIVES EN LIGNE**²⁶.



→ **DIMINUTION de 18,2 % DU BUDGET** alloué au Ministère de l'Éducation en 2021 par rapport à 2020²⁷.

22. Projet de Suivi de la déforestation en Amazonie légale par Satellite (PRODES), de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), données du 30 novembre 2020. - 23. Observatoire du Climat, « (In)exécution des ressources budgétaires du Ministère de l'environnement – administration directe », septembre 2020. - 24. Global Witness, Rapport 2019 publié en 2020. - 25. Programme de suivi commun OMS/UNICEF pour l'assainissement et l'Hygiène (JMP), août 2020. - 26. Etude de Datafolha pour les fondations Lemann, Itaú Social e Imaginable Futures, mai 2020. - 27. OLIVEIDA, Elida. « Le ministère de l'Éducation prévoit une coupure de 4.2 milliards de reais dans le budget pour 2021 » [en ligne]. G1, publié le 10/08/2020 [consulté le 18.12.2020].

VIOLENCE POLITIQUE

→ Entre 2016 et 2020, **327 CAS DE VIOLENCE** à l'encontre d'hommes et de femmes politiques²⁸.



→ Pour le mois de novembre 2020, **5 CAS DE VIOLENCE POLITIQUE PAR JOUR** ont été répertoriés³⁰.

→ En 2019, **UN ÉPISODE DE VIOLENCE** contre des élu·e·s **TOUS LES TROISJOURS**²⁹.



Alors qu'elles représentent 13 % des élu·e·s, les femmes comptabilisent :

 **18 %** des cas d'agressions

 **31 %** des cas de menaces

 **76 %** des cas d'offenses³¹.

LIBERTÉ D'EXPRESSION



→ En 2019, **SEPT ATTAQUES EN LIGNE** par **MINUTE** contre des **JOURNALISTES**³².



→ Entre janvier et octobre 2020, **UNE ATTAQUE** par **JOUR DE BOLSONARO** contre la **PRESSE**³³.

28. « Violence politique et électorale au Brésil - Aperçu des violations des droits de l'homme de 2016 à 2020 », publié par les ONGs Terra de Direitos et Justiça Global. - 29. *Ibid.* - 30. Reportage mené par Agência Pública, en partenariat avec Plural, Amazônia Real, Portal Catarinas, Gênero e Número, Marco Zero Conteúdo, Ponte Jornalismo, Projeto#Colabora, Agência Saiba Mais, publié le 4 décembre 2020. - 31. « Violence politique et électorale au Brésil - Aperçu des violations des droits de l'homme de 2016 à 2020 », publié par les ONGs Terra de Direitos et Justiça Global. - 32. Rapport de l'Association brésilienne des radiodiffuseurs et télévisions (ABERT). - 33. « En neuf mois, Bolsonaro attaque 299 fois la presse », Fédération nationale des journalistes, Octobre 2020.



Rejoignez-nous

« Vous êtes intéressé.e.s par l'action de la Coalition Solidarité Brésil et vous souhaitez participer à la campagne "Le Brésil résiste" pour faire entendre le cri d'alarme de la société civile brésilienne ?

Vous aussi, entrez en Brésistance ! Inscrivez-vous sur le site lebrasilresiste.org et retrouvez toutes les formes de mobilisation proposées. »



facebook.com/coalitionsolidaritebresil



La Brésistance !





LE BRÉSIL RÉSISTE

LUTTER N'EST PAS UN CRIME !



lebrasilresiste.org

Document conçu par la Coalition Solidarité Brésil - Janvier 2021

La fiche Liberté d'expression a été rédigée en partenariat avec le Forum National pour la Démocratisation de la Communication (FNDC) au Brésil.

Photos : Couverture, Marianna Cartaxo / Mídia NINJA - P. 9, 11, 13, 15, 17 / Rosemay Joubrel P. 5, 7, 19, 20, 22, 23, 25, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 41, 43, 45, 55 / Midia Ninja.org

Illustrations : Vincent Devillard - Freepik - Flaticon

Maquette : Direction Communication & Générosité - S.C.-C.F. - K.N.





lebrasilresiste.org

